

Le marxisme dans la peau.

Évolution organisationnelle, diplomatique et économique du PTB entre 1999 et 2017.

Mémoire réalisé par
Jonathan Dehoust

Promoteur
Lieven De Winter

Lecteur
Olivier Alsteens

Année académique 2017-2018
Master en sciences politiques (finalité didactique)

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Jonathan Dehoust

AVANT-PROPOS

À l'issue de ce mémoire, je remercie le promoteur Lieven De Winter pour ses conseils avisés ; Nadine Rosa-Rosso et Jacques Guilmot pour leurs précieux prêts d'ouvrage ; David Pestieau et Charlie Le Paige pour nos passionnants échanges ; Pascal Delwit pour son accueil ; les ex-membres du parti protégé(e)s par l'anonymat pour leur confiance et leur ouverture ; Églantine Nyssen pour la conversion PDF d'un article du Soir réservé aux abonné.e.s ; et toutes les personnes qui m'ont aidé, directement comme indirectement, à clôturer ce cursus universitaire, en particulier ma mère, Murielle Lenoir.

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction : Cet îlot de gauche dans un océan de droite(s).....	4
2. Cadre théorique.....	7
2.1 L'ouvrage de Pascal Delwit – une question de plus-value.....	7
2.2 Panebianco, Seisselberg, Rihoux and Co.....	8
3. Modèle multilongitudinal de la recherche.....	9
4. Méthodologie qualitative double.....	13
5. Hypothèses : la déverticalisation du pouvoir, la rupture internationaliste et le réformisme économique ?.....	15
6. Les résultats de la recherche.....	16
6.1 Le centralisme démocratique.....	16
6.1.1 Antisectarisme & Réseaucratie.....	16
6.2 L'internationalisme prolétarien.....	24
6.2.1 Les « fins » du PTB.....	25
6.3 Le socialisme.....	34
6.3.1 Les fondamentaux.....	35
7. Conclusions générales.....	44
ANNEXES.....	53

1. Introduction : Cet îlot de gauche dans un océan de droite(s)

À l'heure où ces lignes sont écrites, l'avocat Giuseppe Conte, novice de la politique, vient d'être désigné chef du nouveau gouvernement italien, une coalition entre la *Ligue*, extrême-droite initialement régionaliste, et le *Movimento 5 Stelle*, autoproclamé « antisystème ». Après l'accession de Marine Le Pen (FN) au deuxième tour des présidentielles françaises de 2017, la formation d'une coalition fédérale entre le FPÖ et l'ÖVP en Autriche et l'entrée de l'*Alternative für Deutschland* au *Bundestag* en l'espace de quelques mois, la Botte virait à son tour « à droite toute ». Ainsi, une constellation d'assemblées parlementaires – voire d'exécutifs – composées de formations conservatrices, nationalistes et/ou xénophobes se formait sur la carte politique européenne. Subsistaient toutefois quelques succès électoraux de la gauche radicale, surtout au sud du continent, avec Syriza en Grèce, Podemos en Espagne ou encore le gouvernement Costa au Portugal.

La présente recherche est motivée par un baromètre d'intentions de votes réalisé par l'*Institut Dedicated Research* et publié par *L'Écho* le 1^{er} juillet 2017 – baromètre commandé par le Mouvement Réformateur (MR), droite libérale francophone, mais qui n'enlève rien à sa scientificité. En ce début de période estivale, sa publicité crée une onde de choc. En effet, « le coup de sonde conclut à un bond en avant du PTB dans les opinions wallonnes : le Parti du Travail de Belgique deviendrait le premier parti dans le sud du pays, avec 24,9% d'intentions de vote, soit 19,4 points de pourcentage supplémentaires par rapport aux résultats des élections législatives de 2014 »¹. Cette ascension – virtuelle – n'a fait que progresser depuis la dernière compétition électorale de 2014 qui a fait entrer les marxistes au sein des parlements fédéral, bruxellois et wallon et met désormais à mal l'hégémonie du Parti Socialiste (PS). Bien entendu, il s'agit d'un sondage, méthode statistique un rien décrédibilisée depuis l'étonnante victoire de Donald Trump à la Maison Blanche et le non moins surprenant choix britannique en faveur du *Brexit* lors du référendum organisé le 23 juin 2016. Pourtant, le regain de popularité d'un petit parti communiste au passé controversé² dans une Europe « à droite » a de quoi attirer l'attention

¹ « Le PTB, premier parti de Wallonie si l'on votait aujourd'hui, selon un sondage », 2017, 1^{er} juillet, RTBF [en ligne], https://www.rtb.be/info/belgique/detail_le-ptb-premier-parti-de-wallonie-si-l-on-votait-aujourd-hui-selon-un-sondage?id=9648886 (consulté le 12/03/2018)

² Dans *Un autre regard sur Staline* (EPO : 1994), par exemple, Ludo Martens (président du PTB jusqu'en 2008) tenait des propos révisionnistes : « Redécouvrir la vérité révolutionnaire sur la période des pionniers est une tâche collective qui incombe à tous les communistes du monde. [...] La classe dont l'intérêt fondamental consiste à maintenir le système d'exploitation et d'oppression nous impose quotidiennement sa vision de Staline. Adopter un autre regard sur Staline, c'est regarder le personnage historique de Staline à travers les yeux de la classe opposée, celle des exploités et des opprimés. » (p.4)

et doit faire l'objet d'études. Comment est-il organisé ? Quel projet économique défend-il pour la Belgique ? Comment se place-t-il face aux derniers États socialistes existants ? Le mémoire universitaire permet de concrétiser cette curiosité intellectuelle à l'analyse académique.

Le corpus théorique communiste est marqué par une série de concepts retenus dans cette recherche de fin de cursus. Sur le plan organisationnel, tout parti qui se revendique de l'idéologie marxiste-léniniste est dicté par le *centralisme démocratique*, sorte de verticalité décisionnelle interne au nom de « l'efficacité révolutionnaire » ; sur le plan diplomatique, il s'agit de *l'internationalisme prolétarien*, paraphrasé comme une « solidarité communiste » à l'échelle globale ; sur le plan économique, c'est le *socialisme*, opposé à la doctrine capitaliste, phase de transition vers l'État communiste. Centralisme démocratique, internationalisme prolétarien et socialisme : voici le triptyque travaillé à travers cette question de recherche : « Quelle a été l'évolution organisationnelle, diplomatique et économique du Parti du Travail de Belgique entre 1999 et 2017 ? ».

En premier lieu, il s'agira de revenir sur la plus récente étude sur le parti réalisée par le politologue Pascal Delwit (*PTB – Nouvelle gauche, vieille recette*, Pire : 2014). Quelles conclusions générales, apports et limites tirer de cet ouvrage du professeur de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) ? En quoi la présente recherche apporte-t-elle une réelle plus-value ? De plus, il sera fait une brève rétrospective de quelques auteurs des théories des organisations partisans, sur base du travail de Benoît Rihoux dans *Les partis politiques : organisations en changement – Le test des écologistes* (L'Harmattan : 2001) afin de revenir plus tard sur les conclusions de Seisselberg dans *Conditions of Success and Political Problems of a Media-mediated Personality-party : The Case of Forza Italia* (West European Politics : 1996) qui opposent démocratie et efficacité.

Puis, il s'agira de dresser le modèle multilongitudinal pour répondre à la question de recherche. Schématisé, il posera une base théorique à la fois avec des variables indépendantes pertinentes pouvant influencer l'évolution du parti et à la fois dresser un degré d'évaluation motivé qui serait hiérarchisé en quatre (« très forte », « forte », « faible », « très faible ») et reviendra à un modèle binaire « fort/faible » sur le plan économique.

Ensuite sera explicitée la méthodologie utilisée pour répondre à la question de recherche, qualitative et double, une *mixed-methods* visant à augmenter la fiabilité de l'étude : 1) l'analyse de documents à travers les productions littéraires du PTB depuis 1999, leurs articles, interviews,

opinions, programmes, et de celles du mouvement communiste international ; 2) la réalisation d'entretiens semi-directifs avec un haut cadre du PTB (comme David Pestieau), un universitaire spécialiste du sujet, et des ex-membres actifs. Les hypothèses, elles, partiront de la proposition que l'entrée dans les institutions parlementaires ont apportée des évolutions « fortes » au sein du PTB, avec une plus grande démocratie interne, un retrait de la solidarité communiste globale et la voie vers un « réformisme ».

Enfin, il restera à présenter les résultats de la recherche en trois parties : quelle a été l'évolution organisationnelle, diplomatique et économique du Parti du Travail de Belgique à partir du « centralisme démocratique », de « l'internationalisme prolétarien » et du « socialisme » – sans manquer de faire preuve de réflexivité et de limites dans ce travail rigoureux, mais imparfait.

2. Cadre théorique

2.1 L'ouvrage de Pascal Delwit : une question de plus-value

En 2014, peu de temps avant les élections législatives en Belgique, Pascal Delwit publiait un ouvrage sur les marxistes dont la volonté était « celle d'un premier bilan historique et celle d'une première analyse du parti dans son expression contemporaine. »³ À travers un travail long et pointilleux (381 pages), le politologue retraçait « les étapes » qui avaient mené au PTB actuel en commençant par une synthèse du mouvement communiste international (MCI), les dissidences maoïstes à l'intérieur du trotskyste PC belge, la création d'*Alle macht aan de arbeiders* (AMADA), les crises du début des années 2000 et le Congrès du renouveau, le tout enrichit régulièrement de tableaux très illustratifs. Ces « origines » ne seront pas évoquées dans la présente recherche pour éviter la redondance. Sur la forme, le professeur de l'ULB cherchait à ne pas cantonner l'ouvrage à un public académique. Sur le fond, il y critiquait tant l'absence de démocratie interne (ce qui contredisait alors l'approche d'ouverture des marxistes) et les accointances du parti avec des régimes ou partis socialistes controversés que la stratégie bipolaire (la salle vs. la cuisine), un marketing politique avec « peu de Marx, Engels ou Lénine dans le propos, encore moins de Staline ou de Mao. »⁴

Premier long travail sur le PTB, l'ouvrage est intéressant pour son apport à l'étude des partis politiques en Belgique. Néanmoins, à la vue de l'agenda de sa publication, il est pertinent de se demander s'il démarrerait d'un postulat scientifique, louable, ou d'une approche anti-PTBiste, critiquable en ce sens que l'auteur détournerait son « autorité politologique » pour une opinion *partisane*. Aucune preuve concrète ne permet de valider cette hypothèse fallacieuse. D'ailleurs, Pascal Delwit ne manque pas d'égratigner les partis sociaux-démocrates dont « leur action s'opère sans combat culturel et sans véritablement penser les voies pour modifier les rapports de force [...] La longue présence au pouvoir du PS et du SP.a [...] n'a pu que limiter la révision des acquis sociaux des trente glorieuses. »⁵ Ce qui reste interrogatif, c'est que de l'aveu même de son auteur, l'ouvrage aurait été plus complet et précis s'il était sorti « après » les élections de 2014, nonobstant dès lors son impact sur la campagne électorale : « cet ouvrage n'a pas prétention à l'exhaustivité. [...] L'historique pourra être amélioré et affiné lorsque les archives

³ Pascal Delwit, *PTB – Nouvelle gauche, vieille recette*, Bruxelles, Pire : 2014, p.11.

⁴ *Idem*, p.8

⁵ *Idem*, p.377

du PTB seront accessibles. »⁶ ; « en 2015, le PTB devrait tenir son neuvième congrès. Celui-ci sera consacré à sa vision du socialisme et à l'évaluation des régimes qui s'en revendiquent ou l'ont fait. C'est peu dire que le propos sera instructif. »⁷ ; ou encore qu'il « ne reprendrai[t] pas ce titre-là, qui n'était pas bon » et qu'il y a « des erreurs factuelles dedans »⁸.

La plus-value de la présente recherche est alors l'intégration d'événements notables dont s'est privé Pascal Delwit : 1) l'entrée des marxistes au sein des institutions parlementaires, une première dans leur longue histoire ; 2) la tenue d'un nouveau congrès en 2015 ; 3) leur succès virtuel (crédité de 17,3% [+ 11,8% par rapport aux résultats de 2014] en Wallonie selon le dernier baromètre politique consulté lors de la rédaction de ce mémoire⁹).

2.2 Panebianco, Seisselberg, Rihoux and Co.

De prime abord, avant même de lancer la recherche, la conclusion suivante de Rihoux est en adéquation avec l'historique du PTB : « les capacités d'adaptation des organisations partisans sont loin d'être négligeables, *a fortiori* lorsqu'elles doivent faire face à une « crise » mettant leur survie en danger. Les théories des organisations nous enseignent en outre que beaucoup d'organisations parviennent à survivre durant de longues années, même lorsqu'elles sont à l'évidence peu « performantes » ou « efficaces ». »¹⁰ Avec une répétition de scores électoraux minimes, le parti marxiste-léniniste belge ne s'est pas éteint. La notion de « crise » comme motivation d'un changement organisationnel à l'intérieur des partis est reprise tant par Torgersen – « cet auteur observe empiriquement que la volonté de construire une organisation partisane, de même que la remise en question du mode d'organisation du parti, sont souvent renforcées ou suscitées par une défaite électorale, réelle ou perçue comme telle par les dirigeants »¹¹ –, Eldersveld qui évoquera des « points critiques » – « il considère [...] que le changement (organisationnel) au sein d'un parti peut certes se produire de manière incrémentale, mais que c'est à l'occasion de certains points critiques dans le temps que des changements plus importants, des réorientations peuvent se produire »¹² – que Panebianco qui

⁶ *Idem*, p.12

⁷ *Idem*, p.381

⁸ Entretien avec Pascal Delwit réalisé le 2 octobre 2017.

⁹ « Le PS redevient 1^{er} en Wallonie mais souffre de l'affaire GIAL à Bruxelles », 2018, 9 mars, La Libre.be, [en ligne], <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/sondage-le-ps-redevient-1er-en-wallonie-mais-souffre-de-l-affaire-gial-a-bruxelles-5aa2d0bccd7063d56720f1b8> (consulté le 23/03/2018)

¹⁰ Benoît Rihoux, *Les partis politiques : organisations en changement – Le test des écologistes*, Paris, L'Harmattan : 2001, p.229

¹¹ *Idem*, p.49

¹² *Idem*, p.51

la découpera en trois phases : d'abord une forte pression environnementale, ensuite un discrédit de la « coalition dominante », enfin une « ratification de modifications statutaires ou réglementaires. »¹³

Dans le cas d'une étude d'un parti appliquant le centralisme démocratique, il est intéressant de se pencher sur les travaux de Seisselberg. Ces derniers mettent en contradiction démocratie et efficacité ; horizontalité dans les prises de décisions affaiblissant la force d'action : « extensive participation of members in formulation of politics and personnel selection tends to be counter-productive, as it reduces the efficiency and flexibility of a party's organization »¹⁴. À la connaissance du score électoral honorable réalisé par le PTB lors des législatives de 2014 et de son succès virtuel, il sera dès lors intéressant de comparer si ce qui peut être considéré comme une « efficacité » a pu être réalisée à l'aune d'une conception « rigoriste » du centralisme démocratique – validant alors la théorie de Seisselberg selon laquelle il y aurait tension et contradiction entre les deux – ou au contraire d'une remise en cause du principe léniniste, invalidant la théorie des deux chercheurs.

3. Modèle multilongitudinal de la recherche

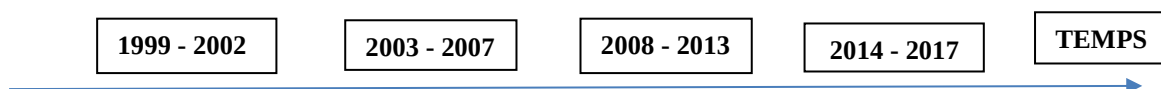
Le modèle multilongitudinal de la recherche sert de base théorique pour répondre à la question de recherche. La période temporelle travaillée, de dix-huit années au total, sera découpée en quatre périodes inégales : 1999-2002, 2003-2007, 2008-2013 et 2014-2017. La pertinence de ce séquençage est motivée par les grands événements qui ont bouleversé l'histoire récente du PTB. Ainsi, la période qui va de 1999 et 2002 marque une énorme crise au sein du parti, initiatrice d'une sérieuse remise en question. En effet, la défaite électorale des législatives de 1999 qui verront les écologistes faire leur meilleur score (7,35%) est « celle de trop ». Ainsi, en Wallonie, « les listes d'extrême gauche présentent des résultats contrastés. Celles du PC sont en net progrès, à un niveau qui demeure modeste : 1% dans l'ensemble de la région. Les listes PTB-UA sont au contraire en recul »¹⁵.

¹³ *Idem.*

¹⁴ Seisselberg, J. 1996. 'Conditions of Success and Political Problems of a 'Media-mediated Personality-party': The Case of Forza Italia', *West European Politics* 19 (4), p. 718.

¹⁵ Blaise Pierre, « Les résultats des élections législatives du 13 juin 1999 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2001/20 (n° 1725-1726), p. 5-56. DOI : 10.3917/cris.1725.0005. URL : <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2001-20-page-5.htm>

Commencent alors des tensions internes – notamment sur la position exacte à adopter sur la démocratie parlementaire et les sujets primordiaux à défendre – qui déboucheront sur l’exclusion de Nadine Rosa-Rosso, secrétaire générale du parti, accusée de « fractionnisme ». Entre 2003 et 2007, le parti s’ouvre à une « autocritique ». Il s’agit de la « phase » la plus difficile à analyser tant les publications sont rares durant ces quelques années. En effet, les marxistes préparent lentement mais sûrement leur mue qui sera formalisée en 2008 par le « Congrès du renouveau ». Ce dernier, au nom évocateur, adoptera notamment de nouveaux statuts et élira un nouveau président (Peter Mertens). De 2008 à 2013, le parti mettra en pratique cette peau neuve avec l’espoir de marquer le coup lors des prochaines échéances électorales ; ce sera pari réussi lors du *super Sunday* de mai 2014 au cours duquel les marxistes entreront dans les parlements fédéral, wallon, et bruxellois.



V.D

Évolution organisationnelle (centralisme démocratique)	
Évolution diplomatique (internationalisme prolétarien)	
Évolution économique (socialisme)	

V.I EXT.

1. Victoire/défaite électorale	
2. Accès/sortie au/du parlement	
3. Succès/baisse majeur(e) dans les intentions de votes	

V.I INT.

1. Changement de leadership	
2. Augmentation/diminution du nombre de membres	

Degré d'évolution de la V.D : Très fort (++) ; fort (+) ; faible (-) ; très faible (- -) / Présence de la V.I (X)

D'autres variables auraient bien sûr pu être étudiées, mais « on ne peut pas étudier un parti de tous les points de vue à la fois. L'analyse d'un parti politique implique des choix, des renoncements »¹⁶. Les variables indépendantes, partiellement empruntées au modèle synthétique de Benoît Rihoux sont 1) la victoire/défaite électorale, 2) l'accès/sortie au/du parlement, 3) le succès/baisse majeur(e) dans les intentions de vote, 4) le changement de leadership, 5) l'augmentation/diminution du nombre de membres. L'originalité du modèle multilongitudinal est sans doute l'intégration de la variable « succès/baisse majeur(e) dans les intentions de vote » dont il est impossible de faire l'impasse actuellement. Les sondages, la température régulière du corps électoral, influencent fortement les comportements des candidats, des élus et des votants. Aujourd'hui, nul ne peut nier que cette « sondocratie », obligeant certains pays à légiférer, comme la Slovaquie et le Luxembourg, est présente dans la vie politique européenne – belge comprise. Dans le plat pays, deux baromètres d'intention de votes trimestriels sont publiés ; le premier est réalisé par la RTBF, La Libre, De Standaard, la VRT et l'Institut Kantar TNS, le deuxième par Ipsos, Le Soir, RTL, VTM et Het Laatste Nieuws¹⁷.

Le degré d'évaluation de l'évolution sera hiérarchisé par quatre : « très forte », « forte », « faible », « très faible ». Ce degré offre une largesse dans l'évaluation qui diffère du modèle binaire de Rihoux. En effet, il serait difficile de s'enfermer dans une logique fort/faible sans laisser un espace conséquent à une évolution qui ne se placerait « ni dans l'un, ni dans l'autre », sauf pour la troisième partie de l'étude où l'espace idéologico-économique qui sépare la volonté d'établir un État socialiste planificateur à celui d'un État-providence type social-démocrate est maigre. Dans les volets « centralisme démocratique » et « internationalisme prolétarien » confondus, le degré « très faible » signifie le *statu quo* : rien n'a changé, ou l'évolution est si minime qu'elle est *insignifiante* ; le degré « faible » signifie une évolution qui déforme le principe sans le remettre en cause ; le degré « fort » est un degré où l'évolution remet au contraire en cause le principe et ouvre la voie vers « autre chose » (un autre modèle organisationnel, une autre diplomatie, une autre politique économique) ; enfin, le degré « très fort » signifie alors une évolution qui relève de « la rupture », quelque chose qui n'a plus rien à voir avec le principe de base.

¹⁶ Benoît Rihoux, *Op. cit.*, p.15.

¹⁷ Ne seront bien sûr compris que les baromètres d'*intentions de vote*, et non les classements des « personnalités politiques préférées ».

Centralisme démocratique :

++	Sera considérée comme « très forte » une évolution au niveau organisationnel qui n'est plus, aussi bien formellement qu'informellement, en relation avec le centralisme démocratique.
+	Sera considérée comme « forte » une évolution au niveau organisationnel qui remet en cause le centralisme démocratique, sous une forme aussi bien stricte que large, pour ouvrir la voie à une autre forme d'organisation interne.
—	Sera considérée comme « forte » une évolution au niveau organisationnel qui ne remet pas en cause le principe du centralisme démocratique, mais le maintient sous une forme différente.
— --	Sera considérée comme « très faible » l'absence d'évolution au niveau organisationnel, soit le maintien du centralisme démocratique dans sa forme la plus verticale, en place avant 1999.

Internationalisme prolétarien :

++	Sera considérée comme « très forte » une évolution au niveau diplomatique qui n'est plus, aussi bien formellement qu'informellement, dans l'organisation et la participation du/au mouvement communiste international.
+	Sera considérée comme « forte » une évolution au niveau diplomatique qui remet en cause l'organisation et la participation du/au mouvement communiste international.
—	Sera considérée comme « faible » une évolution au niveau diplomatique qui ne remet pas en cause l'organisation et la participation du/au mouvement communiste international, mais le maintient sous une forme différente.
— --	Sera considérée comme « très faible » l'absence d'évolution au niveau diplomatique, soit la continuité de l'organisation et de la participation du/au mouvement communiste international, en place avant 1999.

Socialisme :

+	Sera considérée comme « forte » une évolution au niveau économique du parti qui remet en cause la volonté de créer un État socialiste planificateur en Belgique, et ouvre la voie à un « réformisme », une « social-démocratisation » du parti.
—	Sera considérée comme « faible » une évolution au niveau économique du parti qui ne remet pas en cause la volonté de créer un État socialiste planificateur en Belgique.

4. Méthodologie qualitative double

Dans son ouvrage, Pascal Delwit ne manquera pas de faire remarquer que « le PTB est sans doute la formation politique la plus difficile à cerner et à analyser en Belgique »¹⁸. La présente recherche est donc un réel défi politologique dont la méthodologie utilisée importe au plus haut point. Cette étude sur le parti marxiste n'échappera certainement pas à la critique, logique habituelle dans les sciences sociales. Pour éviter toutefois les à priori « partisans », pro-marxistes comme néo-maccarthystes, et le risque inhérent de « ne rien trouver », il s'agira d'être le plus rigoureux possible dans la manière de répondre à la question de recherche.

La méthodologie utilisée est qualitative et double, une *mixed-methods* qui offre, à travers sa duplicité, la plus grande fiabilité. En premier lieu, « l'analyse de documents » à travers toutes les productions littéraires du PTB depuis 1999, c'est-à-dire des ouvrages, des articles publiés sur leur site www.ptb.be ou dans leur journal *Solidaire*, leurs revues *Études marxistes*, des interviews et cartes blanches ; ainsi que tout ce qui sera disponible sur les sites marxistes étrangers, comme www.solidnet.org (le site officiel de la Conférence internationale des partis ouvriers et communistes), en particulier pour répondre au volet « diplomatique » de la question de recherche¹⁹. Il s'agira d'un travail minutieux de fouilles « archéologico-littéraires » dont il faudra assumer la dimension proche du journalisme d'investigation. Toutefois, se cantonner aux productions littéraires, c'est prendre le risque de prendre le « formel » comme foncièrement véridique.

C'est pourquoi, deuxièmement, il faudra réaliser des entretiens semi-directifs d'une durée allant d'une heure trente à trois heures (2x1h30 alors) avec un haut cadre du PTB (David Pestieau), un spécialiste académique sur le sujet (Pascal Delwit), et des ex-membres actifs.ves anonymes. Sera considéré comme un(e) ex-membre actif.ve tout individu ayant passé *au minimum trois ans* au sein de l'organisation avec un poste de responsabilité (responsable COMAC, président de groupe de base, secrétaire général(e), etc.) et le placement sur une liste électorale. Les anciens membres actifs.ves du PTB permettent de ne pas se restreindre à une conception *littéraliste* des publications du parti ; ils offrent en quelque sorte la possibilité de comprendre la « *black box* » du parti. Rihoux écrira : « La plupart des analystes considèrent qu'une étude de l'organisation dans sa seule dimension formelle, en particulier via l'étude de ses textes statutaires et réglementaires, n'est guère valide car elle participe d'une sorte de positivisme

¹⁸ Pascal Delwit, *Op. cit.*, p. 11.

¹⁹ Le/la lecteur.ice sera renvoyée à la bibliographie en fin de mémoire pour plus de précisions.

juridique. [...] Certes, d'une manière générale, les textes statutaires et réglementaires d'un parti ne décrivent que sa « structure de papier », et non la structure de pouvoir réelle, de nature informelle »²⁰. L'intelligence sera alors, au cours de la recherche, de rester rigoureux sans tomber dans le piège de la « méthode hypercritique » où tout microélément, du lapsus jugé révélateur à l'ambiguïté d'une réponse donnée par exemple, serait pris en compte pour confirmer ou rejeter les hypothèses décrites ci-après. Dans le cas des déclarations des ex-membres actifs.ves, ne seront pris en compte que les *témoignages concordants* et non les anecdotes individuelles.

Pour cette partie « entretiens semi-directifs », qualifiée plus communément d'*interviews – elits*, considérés comme « powerful, but unfortunately undersued tool in political science »²¹, il sera judicieux de se baser sur des « conseils » de chercheurs qui auront exercé la méthodologie, comme William S. Harvey (University of Sydney Business School), un spécialiste des études organisationnelles, et Brian C. Rathbun, professeur de sciences politiques à l'Université de Berkeley. Ces derniers expliquent bien que cette méthodologie relève de certaines *social skills* : « the best way to conduct research on elite members will vary from one interview to another and researchers need to gauge early the atmosphere of the interview and adjust their behaviour, speaking voice and mannerisms accordingly » ou encore : « many political and business elites receive extensive media training about how to avoid answering questions. In circumstances when respondents have not answered the question, I have politely asked the question again. If they still have not answered the question then I have asked another question and then circled back to the original question ». Ces compétences sociales sont à exercer tant avant l'entretien : « who I am, where I am working, what the nature of my research is (in non-academic jargon), who is sponsoring me, how long the interview will take », etc. ; que durant l'entretien : « researchers must show that they have done their homework because often elites might consciously or sub-consciously challenge them on their subject and its relevance »²².

²⁰ Benoît Rihoux, *Op. cit.*, p.21.

²¹ Brian C. Rathbun, « Interviewing and Qualitative Field Methods : Pragmatism and Practicalities » in Janet M. Box-Steffensmeier, Henry E. Brady and David Collier, *The Oxford Handbook of Political Methodology*, 4^{ème} édition, Oxford, p.685.

²² *Idem.*

5. Hypothèses : la « déverticalisation » du pouvoir, la « rupture » internationaliste et le réformisme économique ?

Prenant en compte les conclusions de l'étude de Pascal Delwit, dont il est impossible de faire fi, l'hypothèse de la présente recherche voudrait que l'entrée institutionnelle des marxistes, tant au niveau fédéral que régional, événement majeur dans leur histoire, entraînerait *naturellement* des évolutions organisationnelle, diplomatique et économique. Ces transformations se rapprocheraient alors, non pas d'un phénomène d'institutionnalisation (ce qui serait trop précoce à avancer après une seule législature), mais plutôt d'une démarche « réformiste ». Ainsi, les forces formelles et informelles des institutions déboucheraient vers des évolutions *fortes* dans les domaines analysées pour globalement orienter le PTB vers une sorte de « pré-social-démocratisation » ou de « radicalisme politique »²³ : la remise en cause du « centralisme démocratique » pour une « déverticalisation du pouvoir » qui tendrait à imiter l'*intra-party democracy* des autres partis politiques belges dans des catégories comme les « member's right, organizational structure, and decision-making » (Berge & al. : 2013) ; une remise en cause de l'internationalisme prolétarien qui s'orienterait vers une « rupture » avec des formations politiques trop « fondamentalistes » sur la théorie marxiste-léniniste (comme le parti officiel de la Corée du Nord) ; et enfin une remise en cause de la « finalité socialiste » pour l'ouverture d'un projet social-démocrate proche du SP néerlandais ou de Syriza en Grèce. Il ne sera porté aucun jugement de valeur à ces sujets ; ainsi, la recherche ne se prêtera pas à l'éloge d'une horizontalité décisionnelle intrapartisane, d'un isolationnisme diplomatico-socialiste ou encore d'un projet économique qui embrasserait naturellement l'économie de marché.

Correctement formulées, les hypothèses sont les suivantes :

- 1) Seulement à partir de 2014, avec ses entrées parlementaires, le Parti du Travail de Belgique (PTB) a subi une évolution *forte* du centralisme démocratique.
- 2) Seulement à partir de 2014, avec ses entrées parlementaires, le Parti du Travail de Belgique (PTB) a subi une évolution *forte* de l'internationalisme prolétarien.
- 3) Seulement à partir de 2014, avec ses entrées parlementaires, le Parti du Travail de Belgique (PTB) a subi une évolution *forte* du projet économique socialiste.

Les hypothèses seront reprises une à une lors des analyses.

²³ Pascal Delwit, *Op. cit.*, p.380 (à entendre bien sûr ici comme un processus qui glisserait le parti de l'extrême-gauche à la gauche radicale, et non l'ouverture à la violence).

6. Résultats de la recherche

6.1 Le centralisme démocratique

Le centralisme démocratique est une question de temporalités : *d'abord* une période de « liberté de discussion » avec un droit de parole des membres (propositions, débats, etc.), *ensuite* une période d'« unité d'action » supervisée par des cadres professionnels-révolutionnaires (respect des engagements collectifs). La démocratie intrapartisanne est donc effective en une durée déterminée. Principe organisationnel d'une formation communiste qui transcende les époques et les continents – des Bolchéviques au *juche* nord-coréen –, son application est encore de mise dans les États socialistes, inscrite comme garantie constitutionnelle, tant au Laos : « The National Assembly and other state organisations are established and function in accordance with the principle of democratic centralism »²⁴ qu'au Vietnam : « The State is organised and operates in concordance with the Constitution and the law, manages society by the Constitution and the law and practices the principle of democratic centralism »²⁵. C'est Lénine lui-même qui expliquait cette nécessité à l'intérieur du parti dans un contexte tsariste et donc au nom de la survie de l'idéal révolutionnaire : « Le seul principe sérieux en matière d'organisation, pour les militants de notre mouvement, doit être : secret rigoureux, choix rigoureux des membres, formation de révolutionnaires professionnels »²⁶ car « il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants stables et qui assure la continuité du travail. »²⁷ Au PTB, le centralisme démocratique est d'application depuis sa naissance, avec la subordination des membres à une direction avant-gardiste : « notre expérience de 10 à 15 ans montre que globalement les révolutionnaires les plus compétents et les plus fermes se trouvaient dans la direction. »²⁸ Qu'en est-il trente-cinq ans plus tard ?

6.1.1 Antisectarisme & Réseaucratie

En 1999, c'est un principe organisationnel dénoncé comme trop « central » et pas assez « démocratique » qui est premièrement pointé du doigt pour expliquer la répétition de scores électoraux très faibles des marxistes, un parti blessé par « le sectarisme, la façon de penser trop catégorique, l'absence de nuance, le dogmatisme »²⁹ auquel « il convient avant tout autre chose

²⁴ Constitution de la République démocratique populaire du Laos (2003), art. 5.

²⁵ Constitution de la République socialiste du Viêt Nam (2001), art. 8.

²⁶ Vladimir Lénine, *Que faire ?*, Paris, Éditions du Seuil : 1966, p.193.

²⁷ *Idem*, p.170

²⁸ PTB, *Le centralisme démocratique*, Bruxelles, 1983, p.8.

²⁹ PTB, *Documents du Congrès de la Solidarité*, 2015, p.64.

de rétablir le centralisme démocratique. Les cadres du parti se fondent trop souvent sur leur propre jugement plutôt que sur celui des membres et des sympathisants du parti. »³⁰ La question ne sera pas d'abandonner le centralisme démocratique, comme le fera par ailleurs le Parti Communiste Français (PCF) en 1994, signe d'une tendance post-soviétique : la direction du parti gardera en quelque sorte « le dernier mot ». Ainsi, le parti écrira en 1999 : « La première erreur concerne le centralisme démocratique. Mao Zedong disait à l'époque que le Comité Central est une usine de transformation dont les matières premières viennent des cadres et des masses. Il faut mobiliser les cadres et les membres pour découvrir les problèmes clés et une fois ceux-ci définis par le Comité Central, il faut encore mobiliser les cadres et membres pour trouver des propositions de solutions, qui seront à nouveau *centralisées et tranchées par la direction*. La campagne a montré que la direction se fie trop à ses propres connaissances et pas assez à la sagesse collective des cadres d'abord et des membres ensuite. »³¹ En résumé, la direction doit se détacher d'un monopole cognitif pour tendre l'oreille vers la base du parti, mais « l'absence de décisions, les divergences qui continuent *sans que la direction ne tranche*, rendent impossible toute pratique révolutionnaire de la base. »³² En résumé, l'évolution est *très faible*, insignifiante, vu que le PTB notera lui-même devoir être « plus justes, plus rigoureux, plus marxistes-léninistes à l'intérieur du parti. »³³

En 2002, le PTB organise un nouveau congrès et impulse une dynamique où la temporalité « démocratique » du principe organisationnel se voit qualitativement renforcée, selon les mots de Nadine Rosa-Rosso, secrétaire générale du parti depuis 1995 : « Nous avons fait parvenir tous les textes préparatoires du Congrès aux délégués, environ six mois avant la session plénière du Congrès. Tous les délégués ont pu introduire leurs amendements sur l'ensemble des textes. Il y en a eu plus de 750. Tous les délégués ont choisi deux thèmes à discuter dans des commissions. Ils ont alors reçu tous les amendements qui avaient été envoyés au bureau du congrès sur ces deux thèmes. Les commissions ont décidé par vote majoritaire quels amendements pouvaient être retenus d'office dans la rédaction finale des textes et quels amendements devaient être soumis à la session plénière. Les amendements retenus pour la plénière étaient ceux qui exprimaient des divergences importantes avec les thèses proposées par le Comité Central sortant. Les auteurs des amendements ont eu l'occasion de défendre leur position devant l'ensemble des délégués. Au moment du congrès, chacun est totalement libre

³⁰ PTB, *Apprendre des campagnes électorales à Herstal et à Zelzate*, Bruxelles, PTB, 2005, p.10-11.

³¹ *Idem*, p.23

³² *Idem*, p.24

³³ *Idem*, p.35

de défendre sa position. Des membres du Comité Central ont ainsi eu l'occasion de défendre une position politique différente de celle de la majorité du CC. Les votes se font à main levée et tous les résultats des votes sont communiqués à l'ensemble du parti par l'intermédiaire des délégués. »³⁴

En 2003, il s'agit d'un nouveau rendez-vous électoral où le PTB réalise un score très faible en Wallonie : « le Parti du travail de Belgique (PTB) obtient 11 297 voix (0,6 %) »³⁵ Nadine Rosa-Rosso expliquera³⁶ vouloir élaborer une stratégie électorale à « la demande des cellules de base du parti », ce à quoi Ludo Martens, le président, répondra qu'il s'agit d'une position « révisionniste » : « après cette expérience électorale, j'ai lu tous les rapports qu'on avait reçus de toutes les cellules de base. J'ai essayé de faire une synthèse de ce que pourrait être une stratégie électorale. Ludo a envoyé un texte dans lequel il disait que ça mettrait le parti sur la voie du révisionnisme. Là-dessus, moi j'ai répondu. Je cherchais un compromis. Il m'a répondu que je mettais encore plus le parti sur la voie du révisionnisme, juste parce que j'élaborais une stratégie électorale, comment on pouvait avoir des voix, pour répondre à la demande des cellules de base. [...] Rien que de lancer le débat, je me faisais traiter de révisionniste. Tout le monde était mort de peur devant Ludo. »³⁷ Par la suite, Nadine Rosa-Rosso écrira deux textes sur les erreurs passées du PTB, textes soumis au Comité central qui ne déboucheront sur aucune évolution, et décide donc de démissionner, « parce que je ne pouvais même pas lancer un débat. » Nadine Rosa-Rosso reviendra frapper à la porte du parti dans l'espoir de trouver une solution à cette crise interne et de reprendre un poste au sein de l'organisation, du moins à la base, mais ses recommandations lui valent une exclusion pour « fractionnisme ». La femme politique ajoutera : « ils m'ont exclu le jour de mes 50 ans. Le 3 avril. Ils le savaient très bien. » Sur base de ces explications, de l'impossibilité de débattre sur une « autre stratégie électorale » sur demande de la base, malgré le renforcement qualitatif démocratique du septième congrès, celui de 2002, il est permis de conclure à un *statu quo organisationnel* du PTB de 1999 à 2003.

Jusqu'en 2008, les marxistes plongent dans un certain mutisme, en préparation de leur nouveau congrès, le huitième. La seule production littéraire viendra d'un ouvrage de Peter Mertens qui succédera à Ludo Martens à la présidence du parti trois années plus tard. Mertens réitérera la

³⁴ Magazine *Solidaire* du 26 mars 2002.

³⁵ Blaise, Pierre, et Vincent de Coorebyter. « Les résultats des élections fédérales du 18 mai 2003 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1799-1800, no. 14, 2003, pp. 7-93.

³⁶ Les documents concernant Nadine Rosa-Rosso se trouvent en annexes.

³⁷ Entretien réalisé le 29 janvier 2018 à Bruxelles.

nécessité du centralisme démocratique par la formule d'un marxisme interne décomplexé : « ces deux défis sont toujours d'actualité : créer un quartier général révolutionnaire, bien préparé à la lutte et au marxisme et pouvoir lutter avec les masses, leur laisser acquérir leurs propres expériences et faire avancer la lutte. Il est impossible de dissocier ces deux tâches l'une de l'autre. Pour le dire sur un ton plus badin : « plus marxiste au sein même du mouvement communiste, plus souple à l'extérieur. » »³⁸

Pareil en 2008, où le parti conservera ce principe organisationnel et le formalisera dans ses textes officiels : « Le principe d'organisation de base du parti est le *centralisme démocratique*. »³⁹ Ce centralisme démocratique est alors explicité en un certain nombre de principes fondamentaux, marqueurs d'une approche plus souple, parmi lesquels : « Il doit y avoir de l'espace pour que toutes les idées puissent s'exprimer, pour faire participer le plus de membres possible au travail collectif, à l'analyse, aux décisions et aux activités des sections des partis » ; « Nous prenons des décisions dans un cadre démocratique de débat et de discussion, sur base des propositions rassemblées, des meilleures expériences, du programme politique et de l'analyse marxiste. *Nous réglons les divergences de vue de façon correcte*. Nous prenons les décisions en consensus ou, s'il y a vote, à la majorité » ou encore : « *Toute section du parti a un droit de décision et un droit d'initiative sur son propre terrain*. Initiatives et décisions sont encouragées dans le cadre des principes statutaires, de la ligne politique du parti et des décisions des organes de direction. »⁴⁰ Néanmoins, « *Les décisions des organes de direction et des responsables sont contraignantes pour la totalité de l'organisation*. [...] Cette discipline est nécessaire pour mener à bonne fin les tâches complexes de sensibilisation, organisation, mobilisation, de la politique et de la tactique. Les fractions ou groupes qui s'organisent en fonction d'autres décisions ou d'autres plates-formes politiques ne sont pas admis »⁴¹. D'un parti de cadres, le PTB va se transformer en une formation politique avec des engagements par escalier (membre, membre organisé, militant, cadre) : « ça veut dire qu'il y a un agrandissement quantitatif, mais il y a aussi un changement qualitatif dans le sens que l'organisation va être plus proche du terrain et qui va en même temps permettre un parcours plus simple, plus progressif pour le nouvel adhérent. »⁴²

³⁸ Peter Mertens, *La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales*, Bruxelles, 2005, INEM, p.69

³⁹ PTB, *Documents du Congrès du renouveau*, 2008, p.65

⁴⁰ *Idem*, p.65-66

⁴¹ *Idem*.

⁴² Entretien avec David Pestieau réalisé le 8 mars 2018 à Bruxelles.

La direction du parti, elle, est légèrement renouvelée : « Les vingt-six membres officiels du Conseil sont des cadres rôdés de longue date [...] Selon nos calculs, seuls quatre membres n'avaient jamais siégé auparavant au Comité central. Le Conseil national élit par ailleurs [...] le Bureau. Celui-ci a en charge la direction du parti entre deux sessions du Conseil national. Le Bureau compte huit membres, dont trois fondateurs du parti. »⁴³ Pour ce qui est du choix de Mertens, nouveau président, ce dernier a été élu par le Conseil national et « dans les indices de démocratie intrapartisane, ce niveau est le plus faible. L'échelle de démocratie intrapartisane s'élève, lorsque le congrès procède au choix du président et, plus encore, quand le président est choisi au suffrage direct des adhérents, comme le pratique la très grande majorité des partis en Belgique. »⁴⁴

Cinq anciens membres actifs.ves du PTB ont été rencontrés, tous ont quitté le parti, non pour des raisons « idéologiques », mais bien à cause de « l'organisation interne ». Si l'un (Province du Hainaut) expliquera qu'il s'agit d'une « dictature d'extrême-gauche, le vieux communisme d'antan, ce qui prouve qu'ils n'ont pas changé »⁴⁵, le deuxième (Province de Liège) ajoutera aussi que « nous ne pouvons rien décider, le pouvoir est à Bruxelles »⁴⁶ Pour rappel, les anecdotes individuelles ne seront pas prises en compte afin de ne récolter que les éléments concordants entre les témoignages. Les trois autres anciens membres expliciteront les raisons de leur départ par un droit d'initiative inexistant, totalement dépendant de la direction (voir annexes)⁴⁷.

En résumé, à travers leur congrès de 2008, les marxistes transforment l'organisation du parti avec une graduation d'engagement/de responsabilité ; renouvellent leur hiérarchie à raison de 4/26 pour le Conseil national, 5/8 le Bureau, et 1/1 la Présidence (nouveau(x)/effectif(s)) ; et impulsent une souplesse dans leur centralisme démocratique que des ex-membres réfutent, en particulier sur la question du droit d'initiative.

Le Congrès de 2015 est non seulement marqué par l'entrée parlementaire des marxistes, mais aussi par une augmentation des membres du parti (de 2885 à plus ou moins 10000), ce qui sera

⁴³ Pascal Delwit, *Op. Cit.*, p.272

⁴⁴ *Idem*, p.273

⁴⁵ Entretien téléphonique réalisé en novembre 2017.

⁴⁶ Entretien téléphonique réalisé en décembre 2017.

⁴⁷ Sur la plateforme de vidéo en ligne YouTube, Johan Barbieux, ancien membre du PTB et actuel membre du Parti Populaire (PP), qualifié en 2016 d'extrême-droite par le CRISP, relate la même expérience, cette fois dans la commune de Lessines (province du Hainaut). La recherche se voulant neutre (aucun jugement de valeur sur l'actuelle orientation politique du concerné), des contacts ont été entrepris pour une interview. Pour des questions de temps et de disponibilité, cette dernière n'a pu être réalisée. La vidéo est disponible via ce lien : <https://www.youtube.com/watch?v=IJHuFU6Jx70&t=10s> (consulté le 10/05/2018).

souligné dans les textes officiels : « aujourd’hui, nous devons tenir compte de la multiplicité des facettes de notre parti. On ne peut pas diriger de la même manière un parti actif comptant dix ou quinze milles membres. »⁴⁸ Cette grimpée quantitative a modifié le processus de contributions aux lignes directrices du PTB pour les années à venir : « les sections et les groupes de base du parti ont d’abord élu 556 délégués [...] ils ont reçu les premiers projets des trois textes de base, élaborés il y a un an, et ont introduit pas moins de 921 pages d’amendements. [...] le résultat de ce travail est revenu au Bureau du congrès, qui a enrichi et modifié en profondeur les projets de textes, sur base des amendements, des débats et des votes. Tous les délégués ont reçu une deuxième version, qui a finalement été soumise aux deux sessions plénières du congrès. »⁴⁹ Sauf à tomber dans une *conspiracy theory* qui accuserait de la « manipulation » des 556 délégués par la hiérarchie PTBiste, et donc de l’imposture des amendements, la temporalité *démocratique* admise au sein du parti s’est encore qualitativement renforcée par rapport à 2002.

Le Congrès de 2015 ne changera toutefois pas le principe organisationnel de base du parti qui restera « le centralisme démocratique »⁵⁰. Le parti accentue sur papier une approche plus « ouverte » une fois passée la période post-congrès : « la discussion d’opinions différentes est source de progrès pour le parti. On peut prévenir ainsi *des décisions unilatérales et erronées* » ; « Tout membre qui juge qu’une décision prise fait tort au parti ou à ses membres peut introduire *un recours* auprès de la direction supérieure jusque et y compris au Congrès statutaire » ; toutefois il est rappelé que « les décisions des organes dirigeants sont *contraignantes* pour toute l’organisation. Les organes inférieurs sont soumis aux organes supérieurs », et que « renforcer l’unité du parti et combattre *les tentatives de scission* est un principe fondamental ». David Pestieau justifiera le maintien du centralisme démocratique par ces termes : « C’est la conjonction du centralisme et de la démocratie. On pense très très fort que notre parti ne peut pas être un parti qui fonctionne avec une direction qui donnerait des ordres à une base. [...] On met beaucoup d’attention à la formation, la discussion, au débat, à la démocratie. Notre dernier congrès, de 2015, c’est un processus qui a duré un an. On apporte des textes, ils sont discutés dans les groupes de base, on élit sur cette base les délégués, les délégués vont dans des commissions, ils discutent, etc. En bref, c’est un processus où l’interaction entre la direction et la base du parti est intégrée. Mais après, il y a un élément centraliste : on pense qu’une fois qu’il

⁴⁸ Documents du Congrès de la Solidarité, *Op. cit.*, p.237

⁴⁹ *Idem*, p.10

⁵⁰ Statuts du PTB (2015), art. 41.

y a un débat, le parti doit être uni. »⁵¹ Dès lors, l'existence d'ailes politiques au PTB, à l'instar d'une aile « sociale » (Richard Miller) et d'une aile « conservatrice » (Alain Destexhe) au sein du Mouvement Réformateur (MR), est inenvisageable : « on pense que ce serait dommageable [...] par rapport à des forces particulièrement organisées des classes dominantes, le luxe de l'un qui va dire A, l'autre qui va dire B, ça ne nous semble pas très malin [...] On a un texte, le but ce n'est pas que la section de Huy-Waremme, par exemple, va dire complètement autre chose que le document du congrès. Ça enlève de la force. »⁵²

Le Conseil national, c'est-à-dire la direction du parti, soit l'élément « centraliste » de l'organisation, sera étendu à 37 membres avec 20 nouvelles têtes, ce qui représente un renouvellement de 54% (15% en 2008). Il est à noter que cette hiérarchie PTBiste est traversée par une « réseaucratie » ; sur ces 37 membres, 10 sont des « fille ou fils ou mari ou femme de » (27% donc) : Dirk De Block est le beau-fils de Riet Dhont (ancienne présidente du PTB en Région bruxelloise) ; Lise Vandecasteele est la fille de Raf Vandecasteele (élu PTB au Conseil de district d'Anvers) ; Janneke Ronse est la fille de Lydie Neufcourt (secrétaire nationale du PTB) ; Nadine Peeters est la femme de Peter Mertens (président du PTB) ; Mathilde El Bakri et Axel Bernard sont (ex-)compagnons ; Benjamin et David Pestieau sont frères, tous deux fils de Jean Pestieau (ancien cadre PTB) ; François De Smedt est la femme de Benjamin Pestieau précité ; Raoul Hedeboew est le fils de Hubert Hedeboew (fondateur d'AMADA, la formation qui accouchera du PTB) ; Kim De Witte est le fils de De Witte (ancien cadre du PTB) ; sans oublier que d'autres membres de la direction endossaient déjà des responsabilités avant les années 2000, voire 1990, notamment Alice Bernard, Herwig Lerouge, Jan Hasaers et Joris Van Gorp. Sans entrer dans une étude comparative rigoureuse, ce phénomène n'est toutefois pas exclusif au PTB et se retrouve dans d'autres partis en Belgique : Charles Michel, Alexander De Croo, Melchior Wathelet, Benoit Lutgen, Fabian Maingain, Denis Ducarme, Catherine Moureaux, Julien Uyttendaele, Laurette Onkelinx, Koen Dillen, etc⁵³. Peter Mertens, pour sa part, a été reconduit à la présidence par l'ensemble des délégués du congrès.

⁵¹ Entretien avec David Pestieau réalisé le 8 mars 2018 à Bruxelles.

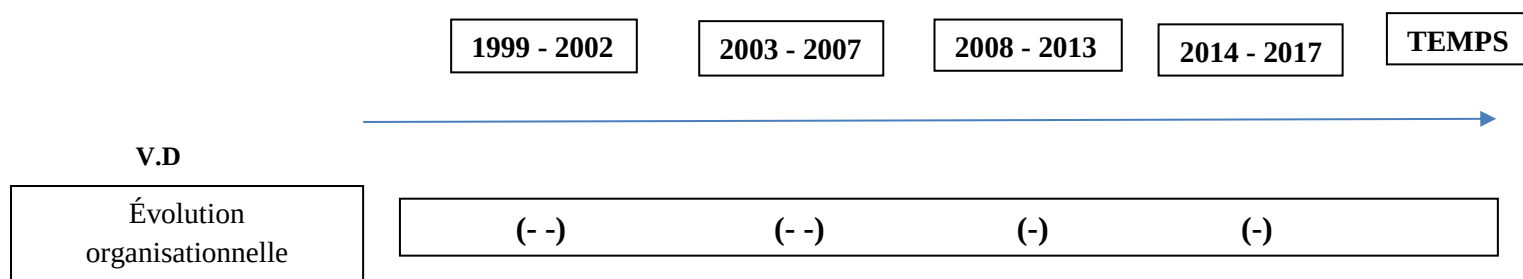
⁵² *Idem.*

⁵³ Durant la législature 2014-2019, la Chambre des représentants comptait 17% de députés qui avaient un membre de famille avec un passé parlementaire (10,6% au cours de la législature 1995-1999).

Conclusion

En conclusion, l'hypothèse selon laquelle le PTB ait subi une évolution organisationnelle *forte* peut être rejetée. Dans ses textes officiels, le parti annonce garder le centralisme démocratique comme principe, ce qui exclut *de facto* une évolution *très forte* ou *forte*. Eut été une évolution très forte, par exemple, l'abandon du principe avec l'existence d'une primaire à la présidence du parti lors du Congrès de 2015, une élection au suffrage direct par les membres en ordre de cotisation et des « ailes politiques » connues au sein de l'organisation. Eut été une évolution forte, une remise en cause du centralisme démocratique à travers, par exemple, une possibilité, même maigre, de discussion/contestation en dehors de la temporalité accordée par les organes dirigeants (soit la préparation d'un congrès) et ce, sans risque d'exclusion pour fractionnisme – un « droit de tendance »⁵⁴.

Sur base des données récoltées, l'évolution organisationnelle peut être qualifiée de *faible* et conforte la théorie de Seisselberg sur la tension entre démocratie et efficacité. En effet, deux principaux éléments prouvent le maintien *sous une forme différente* du principe organisationnel léniniste : 1) dans la partie « démocratique », un processus plus large a été mis en place pour la formalisation des Congrès de 2008 et 2015 ; 2) dans la partie « centraliste », un renouvellement à 54% de la direction a été réalisé, malgré un « réseau informel » de membres de longue date et de liens familiaux – renouvellement déjà présenté en 2008 (à hauteur de 15%), en plus d'une nouvelle présidence. Les déclarations des anciens membres ne sont alors qu'une confirmation de l'aspect « centraliste » post-congrès, selon lequel les initiatives et décisions sont permises, mais « dans le cadre des décisions des organes de direction ». Le refus des initiatives locales ne violerait alors pas *stricto sensu* les textes statutaires. Les variables explicatives de cette évolution seraient « changement de leadership » et « augmentation des membres ».



⁵⁴ Droit de constitution de tendances ou courant au sein d'une organisation politique, syndicale ou associative. Dans le cas d'un parti communiste, il pourrait s'agir, à l'instar du PCF, d'un courant marxiste « orthodoxe » (contre une participation gouvernementale) à un courant réformiste (pour une participation gouvernementale).

6.2 L'internationalisme prolétarien

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »⁵⁵. La formule qui conclut le « Manifeste » incite le marxiste « puriste » à ne pas enfermer le projet socialiste dans les frontières nationales, à l'instar de ce que Staline et Boukharine initieront par ailleurs à partir de 1924 en URSS, mais de l'ouvrir à l'échelle globale. Lénine reprendra également ce paradigme communiste : « [...] de toute évidence [...] certains traits essentiels de notre révolution n'ont pas une portée locale, ni particulièrement nationale, ni uniquement russe, mais bien internationale »⁵⁶. La question de cette union/solidarité révolutionnaire sera formalisée à travers l'organisation de rencontres avec des courants variés du socialisme (marxistes, bakouninistes, trotskystes, etc.) dans ce qui sera appelé « l'Internationale ». Victime de dissensions internes, cette « lutte commune » ne prendra pas. Aujourd'hui, surtout depuis 1999 à Seattle et en réponse à la mondialisation, le mouvement altermondialiste se révèle être l'héritière de ce combat internationaliste⁵⁷.

Si tout « puriste » se doit d'être « internationaliste », le PTB n'y échappe pas – et c'est peu dire : le parti a lancé en 1991 la plus grande initiative internationaliste de l'ère post-soviétique avec le « séminaire communiste international ». Un rôle qui en fait « un acteur respecté et écouté de partis qui gardent comme référentiel le marxisme-léninisme »⁵⁸. En 1998, en parallèle, le KKE grec organisera à son tour *Solidnet*, la conférence internationale annuelle des partis communistes et ouvriers. Loin de toute conspiration communiste pour renverser « l'ordre mondial capitaliste », ces rencontres multilatérales sont des lieux d'échange et de réflexion entre des personnalités d'importance inégale – des représentants des cinq derniers États autoproclamés socialistes existants (Laos, Vietnam, Corée du Nord, Cuba, Chine) aux délégation de partis parfois insignifiants comme le Parti communiste de Finlande (0,3% aux dernières élections législatives de 2015). En résumé, il s'agit de « diplomatie » dont l'objectif est : « rassemblons des communistes de différents courants qui ont été pro-soviétiques, pro-chinois, guévaristes, etc., et regardons ce qu'on a encore en commun [...] mais relations ne veut pas dire accointances »⁵⁹. Ce deuxième volet visera donc à étudier l'évolution du PTB sur ce plan.

⁵⁵ Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Londres, 1848.

⁵⁶ Vladimir Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, Éditions du Progrès, Moscou, 1979.

⁵⁷ Durand, Cédric. « Le mouvement altermondialiste : de nouvelles pratiques organisationnelles pour l'émancipation », *Mouvements*, vol. n° 42, no. 5, 2005, pp. 103-114.

⁵⁸ Pascal Delwit, *Op. cit.*, p.338

⁵⁹ Entretien avec David Pestieau réalisé le 9 novembre 2017 à Bruxelles.

Bien sûr, le parti marxiste entretient également des relations *bilatérales*, tantôt anecdotiques, tantôt intenses, avec des partis ou États, comme avec le Vietnam et le Laos : « On discute, on les écoute [...]. On a été en visite chez eux, on les a déjà reçus ici pour une discussion [...] Ce sont des pays du tiers-monde, dont le développement et la relation par rapport au projet socialiste est particulier. [...] Ce ne sont pas des modèles, parce qu'ils ne sont pas dans un même contexte qu'un pays européen, ils n'ont pas les mêmes évolutions » ; ou Cuba : « une proximité plus grande, parce qu'il y a une série de choses avec lesquelles on est plus proches, dans le projet de société, la manière de développer la société, dans le côté d'impliquer la population. »⁶⁰ De même, le parti est « maintenant dans le groupe de la Gauche Unitaire Européenne [...] on va aller au Forum de Marseille, on assiste aux réunions du Plan B au niveau européen [...] on va même à des réunions de Diem25 de Varoufakis, etc. »⁶¹ Toutefois, pour évaluer la « diplomatie » PTBiste, il serait d'un côté extrêmement difficile de le faire sur base de relations bilatérales et d'un autre côté non-pertinent de se cantonner à des rencontres intra-européennes. Ainsi, ladite évolution sera jugée à partir de l'organisation et la participation aux deux rencontres *internationales* précitées parce qu'objectivables.

6.2.1 Les « fins » du PTB

L'internationalisme du PTB est évoqué à de rares reprises dans leurs publications entre 1999 et 2017, signe que le volet « diplomatique » étudié dans cette partie transcende le séquençage temporel repris dans le schéma synthétique. En d'autres termes, les « crises » du début des années 2000 n'ont pas d'impact sur ledit internationalisme du parti.

En 1999, les marxistes rappelleront avoir « comme politique fondamentale la révolution socialiste, la violence révolutionnaire, le renversement de la dictature de la bourgeoisie, la dictature du prolétariat »⁶², sans expliciter l'échelle de ladite « révolution socialiste ». En 2008, les conclusions de leur « congrès du renouveau » soutiendront le soutien au paradigme communiste par ces termes : « Dès l'instant où la théorie marxiste a gagné du terrain au sein du mouvement des travailleurs, l'internationalisme a été un élément essentiel du mouvement. « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous » en est devenu la devise. L'unité du monde du travail face aux intérêts communs du monde du capital, a reçu un nom : *l'internationalisme prolétarien*. [...] La classe ouvrière ne peut réussir qu'en tant que force internationale unie.

⁶⁰ *Idem*.

⁶¹ Entretien avec David Pestieau réalisé le 8 mars 2018 à Bruxelles.

⁶² PTB (1999), *Op. cit.*, p.41.

L'unité internationale des ouvriers est plus importante que leur unité nationale. Il s'agit d'y arriver aussi en pratique. L'internationalisme est une attitude envers le monde. Nous voulons traduire cette attitude dans les orientations et dans les initiatives pratiques du parti. Le parti fait partie du *mouvement communiste international*. »⁶³ Enfin, en 2015, le PTB expliquera que « le socialisme 2.0⁶⁴ est un projet internationaliste, en alternative au capitalisme mondial. »⁶⁵

Qu'en est-il *stricto sensu* de l'organisation du Séminaire communiste international ? « Le séminaire communiste international a une longue histoire. C'est mis en place après la chute des pays soviétiques, en 1991. À l'époque, le PTB prend l'initiative de créer un séminaire communiste international. [...] Le PTB a dit « voilà, toutes les divergences qu'il y a eu dans le milieu communiste depuis 50 ans, il serait peut-être temps de discuter au-delà de tout ça. » Pendant une dizaine d'années, c'est une initiative qui va être faite dans un environnement international où le PTB lui-même et/ou le mouvement communiste international est dans une position de forteresse assiégée. [...] À partir des années 2000, c'est un séminaire qui va peu à peu intégrer plus de partis importants », expliquera dans un premier temps David Pestieau⁶⁶.

Les données relatives à ce « séminaire » sont extrêmement difficiles à trouver. En 2014, Delwit le faisait déjà remarquer, mais préciser toutefois que des documents des six dernières années (2008-2014 donc) se trouvaient sur ce site internet : www.icseminar.org (ics = *international communist*). À l'heure où ces lignes sont écrites, courant mars 2018, le site en question est inaccessible, preuve d'une suppression. Pour pouvoir comprendre les thématiques et avoir la confirmation de l'organisation de ladite réunion, il faut se rendre sur des sites étrangers. En 1999, le séminaire sera organisé entre les 2 et 4 mai, y participera notamment José Maria Sison, président fondateur du Parti communiste des Philippines⁶⁷. En 2000, mêmes dates, le séminaire porta sur le « fascisme rampant »⁶⁸. Sans être totalement exhaustif, il est à noter qu'en 2003, un parlementaire du parti d'extrême-droite flamand Vlaams Belang interpellera le Ministre fédéral de la Justice à la Chambre des représentants sur la présence, au séminaire, de Hysni Millosi,

⁶³ PTB (2008), *Op. cit.*, p.66

⁶⁴ Voir la troisième partie consacrée à l'évolution économique du parti.

⁶⁵ PTB (2015), *Op. cit.*, p.224.

⁶⁶ Entretien avec David Pestieau réalisé le 8 mars 2018 à Bruxelles.

⁶⁷ Romain Roger, L'impérialisme, source de guerre et la lutte du peuple contre celle-ci sur Blog de Romain Roger, [en ligne], <http://users.skynet.be/roger.romain/imperial.html>

⁶⁸ Cercle Henri Barbusse, *Sur le fascisme*, [document PDF], 2000, (consulté le 31 mars 2018), [en ligne], http://cercles.communistes.free.fr/chb/publi/tracts/2000_Le_Fascisme.pdf

premier secrétaire du Comité central du Parti communiste d'Albanie⁶⁹. En avril 2004, le thème de la réunion était, en pleine guerre d'Irak, la crainte d'une « troisième guerre mondiale »⁷⁰. Jusqu'en 2010, un lien qui renvoie à d'anciennes éditions de la revue *Études marxistes* évoque dans son sommaire la tenue des séminaires, avec des thématiques comme l'impérialisme américain ou l'effondrement du système capitaliste après la crise économique de 2008⁷¹.

L'année 2011 est intéressante. La preuve de l'organisation de cette édition est soulevée en 2014, soit au début de la législature, les marxistes siégeant pour la première fois au sein du parlement fédéral. Durant cette période, une controverse secoue la « coalition suédoise » à cause de deux membres N-VA (nationalistes flamands) du gouvernement Michel, Jan Jambon (Ministre de l'Intérieur) et Théo Francken (Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration) ; le premier ayant dit que les collaborateurs durant la période nazie « avaient leurs raisons », le deuxième ayant participé à l'anniversaire de Bob Maes, ancien collaborateur⁷². Le PTB formule des critiques virulentes envers cette affiliation à l'extrême-droite. Le mouvement flamand réplique alors que le PTB soutiendrait la Corée du Nord, régime totalitaire, invité à leur séminaire communiste international – et donc que l'attaque serait hypocrite : « En 2011, le séminaire communiste international annuel de Bruxelles, à l'organisation duquel participe le PTB, proposait en effet un projet de résolution indiquant: "Nous, délégués de Partis communistes et ouvriers, participants à ce Séminaire, souhaitons plein succès et exprimons notre ferme solidarité avec le Parti du Travail de Corée" (PTC) dans sa "lutte pour la paix dans la péninsule de Corée". Le PTC est le parti unique de Corée du Nord, organe à partir duquel s'articule le régime dictatorial de la dynastie Kim. »⁷³ Le PTB démentira l'argument, précisant que ce texte était « un "draft", c'est-à-dire un projet de résolution et non une résolution. Il est daté du 5 mai 2011, alors que le séminaire a eu lieu plus d'une semaine plus tard, du 13 au 15 mai [...] la résolution effectivement adoptée lors du séminaire de 2011, la référence au régime nord-coréen a disparu

⁶⁹ Site officiel de la Chambre des représentants : Lachambre.be, consulté le 31 mars 2018, [en ligne], <https://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrv&language=fr&cfm=qrvXml.cfm?legislat=51&doossierID=51-b003-2-0017-0000200360112.xml>

⁷⁰ Site officiel du Parti communiste du Canada : cpcml.ca, consulté le 31 mars 2018, [en ligne], <http://www.cpcml.ca/francais/lmlq/Q34050.htm>

⁷¹ Site officiel de l'Institut d'Études Marxistes : marx.be, consulté le 31 mars 2018, [en ligne], <http://marx.be/fr/content/num%C3%A9ros-disponibles>

⁷² « Cacophonie autour des cas de Jan Jambon et Théo Francken », 2014, 14 octobre, RTBF, [en ligne], https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_cacophonie-autour-des-cas-de-jan-jambon-et-theo-francken-a-la-chambre?id=8377903 (consulté le 31 mars 2018)

⁷³ « Accusé de soutenir la Corée du Nord, le PTB se défend et contre-attaque », 2014, 17 octobre, RTBF, [en ligne], https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_accuse-de-soutenir-la-coree-du-nord-le-ptb-se-defend-et-contre-attaque?id=8380586 (consulté le 31 mars 2018)

et est remplacée par "nous, délégués de Partis communistes et ouvriers, participants à ce Séminaire, souhaitons plein succès et exprimons notre ferme solidarité avec le peuple de Corée dans la lutte importante pour la paix dans la péninsule de Corée". »⁷⁴ Ainsi, pour la première fois est faite une publicité non-négligeable du séminaire communiste international dans le paysage médiatique belge.

Le 20 mai 2012, le PTB organise la 21^{ème} édition dudit séminaire, portant cette fois sur « la relation entre les tâches immédiates des communistes et leur lutte pour le socialisme ». Dans un document disponible sur le site du Parti des communistes d'Algérie, il est possible de trouver les conclusions générales de la réunion, en vingt points. Le dernier indique que l'internationalisme prolétarien doit être *plus solide* : « La collaboration internationale entre partis communistes et ouvriers ainsi qu'entre les organisations communistes de jeunes doit dépasser les déclarations pour arriver à une entraide concrète. L'échange d'expériences doit être intensifié pour que les réalisations d'avant-garde soient généralisées plus rapidement. Les réalisations de chaque parti dans le domaine de l'étude et de la lutte idéologique contre les courants réformistes et dogmatiques doivent être mises à disposition de l'ensemble du mouvement communiste. [...] Le débat franc et ouvert, dans le respect de l'autonomie de chaque parti, doit mener à une unité idéologique et politique plus solide. Vive l'internationalisme prolétarien. »⁷⁵

En 2013, la 22^{ème} édition portera sur « les attaques contre les droits démocratiques et les libertés dans le monde en crise »⁷⁶ Il s'agira du dernier séminaire communiste international. Alors qu'en 2012, la dernière conclusion générale du séminaire est la volonté d'une « unité idéologique et politique plus solide », le PTB n'organisera en 2014 aucune rencontre multilatérale entre communistes du monde entier à Bruxelles – ni en 2014, ni après. Sur les raisons de cet arrêt, David Pestieau avancera : « le séminaire était né après la chute du Mur de Berlin, et là on voit que la compréhension, la manière dont chaque parti communiste s'est positionné dans les 25 dernières années a été très différente. Il suffit de regarder en Europe : France, Portugal, Grèce, Allemagne, etc. Ce sont des évolutions relativement différentes. Un moment donné, une

⁷⁴ *Idem*.

⁷⁵ Site officiel du Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme : liens-pads.fr, consulté le 31 mars 2018, [en ligne], [fr/article-21-eme-seminaire-communiste-international-de-bruxelles-106310805.html](http://liens-pads.fr/article-21-eme-seminaire-communiste-international-de-bruxelles-106310805.html)

⁷⁶ Blog de Gilles Questiaux : reveilcommuniste.fr, consulté le 31 mars 2018, [en ligne], <http://www.reveilcommuniste.fr/article-resolutions-du-22eme-seminaire-communiste-international-de-bruxelles-118653776.html>

initiative, historiquement, peut avoir sa place, mais un moment donné on sent qu'on fait du surplace, ça n'apporte plus ce que ça peut apporter. »⁷⁷

Il y a de quoi rester sceptique quant à cette argumentation, car après la tenue de la 22^{ème} édition en 2013, le PTB – comme tous les autres partis – est en campagne électorale. Et cette dernière n'est pas banale : pour la première fois, les « effets de 2008 » semblent se faire ressentir dans les intentions de vote. Le tableau ci-dessous – la Wallonie étant alors, avec ses anciens bassins industriels, la cible des marxistes pour décrocher des sièges parlementaires – indique le score électoral aux élections fédérales de 2010 (1,9%) et les intentions de vote pour le parti jusqu'en février 2014, soit trois mois avant le déplacement aux urnes.



1.3. Wallonie

Question : Si des élections étaient organisées ce dimanche, pour lequel des partis suivants voteriez-vous s'il se présentait ?								
Réponses :	assistées/% en colonne	Elections féd. 2010	LLB/RTBF/DR 11-2012	LLB/RTBF/DR 02-2013	LLB/RTBF/DR 05-2013	LLB/RTBF/DR 09-2013	LLB/RTBF/DR 11-2013	LLB/RTBF/DR 02-2014
PS		37,6	30,6	30,2	28,6	30,3	30,3	28,0
MR		22,2	23,5	24,2	24,0	23,5	22,1	24,1
Ecolo		12,3	11,3	12,9	14,7	12,7	11,2	10,6
CDH		14,6	12,7	12,3	12,9	12,8	12,7	10,2
PTB-GOI		1,9	5,4	4,2	4,6	3,7	4,1	7,6
PARTI POPULAIRE		3,1	2,4	2,5	1,4	2,1	4,0	5,9
LA DROITE		-	-	-	-	2,8	3,3	3,5
WALLONIE D'ABORD		1,7	1,4	1,1	4,1	3,4	2,9	2,8
FDF		-	2,1	3,5	2,8	3,1	3,3	2,3
RWF		1,7	2,0	2,0	1,7	2,5	1,4	1,0
VEGA Rouges et Verts		-	-	-	-	-	-	0,9
PARTI PIRATE		-	1,1	1,5	1,2	0,4	1,1	0,6
Autres partis		4,9	7,5	5,6	4,0	2,7	3,6	2,5
base : intention de vote pour un parti (N =) / C.			731	638	679	645	685	571

Important :

Les pourcentages sont calculés sur base des répondants qui ont exprimé une intention de vote pour un parti (571 répondants sur les 905 personnes interrogées, soit 63,1 % (68,3% en novembre 2013).

Les indécis représentent actuellement 274 personnes sur les 905 interrogées, soit 30,3 % (25,3% en novembre 2013).

Les « votes blancs » ainsi que les « intentions de ne pas aller voter » représentent actuellement 60 personnes sur les 1003 interrogées, soit 6,6 % (6,1% en novembre 2013).

78

En novembre 2012, le PTB grimpe à 5,4% d'intentions de vote ; en février 2013 il redescend à 4,2% ; en mai 2013, en pleine tenue du séminaire communiste international, il stagne à 4,6% ; puis à 3,7% en septembre ; 4,1% en novembre. Enfin, le PTB monte à 7,6% en février 2014, dépasse le « seuil électoral » et peut prétendre à entrer pour la première fois de son histoire dans les institutions parlementaires. Le jour J, le PTB fera finalement un score de 5,5%.

⁷⁷ Entretien avec David Pestieau réalisé le 8 mars 2018 à Bruxelles.

⁷⁸ « Baromètre politique : alerte rouge pour le PS », 2014, 21 février, RTBF, [en ligne], https://www.rtbf.be/info/dossier/elections-du-25-mai-2014/detail_barometre-politique-alerte-rouge-pour-le-ps?id=8206732 (consulté le 31 mars 2018)

L'investissement dans une campagne électorale, en particulier pour un petit parti doté de finances considérablement moins élevées que les partis traditionnels, doit être conséquent et pourrait expliquer l'abandon « temporaire » de l'initiative internationaliste. Néanmoins, le raisonnement serait correct si le parti reprenait l'organisation dès 2015. Or, le séminaire communiste international n'existera plus à partir du moment où les marxistes seront un parti parlementaire.

Qu'en est-il alors de la « participation » à la Conférence internationale des partis communistes et ouvriers, aussi connu sous les acronymes IMCWP (*International Meeting Communist and Worker's Parties*) ? Cette rencontre multilatérale dispose, elle, d'un site internet accessible et riche en informations : www.solidnet.org. Il est possible d'y trouver les thématiques, le lieu, la liste des participants et les contributions de ces derniers.

C'est en 2003 que les marxistes belges commencent à participer à cette initiative internationaliste lancée par le KKE. Les thématiques rejoignent alors plus ou moins celles du séminaire communiste, à savoir une critique de l'impérialisme et l'analyse de la crise du capitalisme, et l'organisation se fait aussi bien en Europe qu'en Inde ou en Afrique du Sud : *The Movements Against the War and the Capitalist Globalization, and the Communists* (Athènes, 2003) ; « *Resistance to Imperialist Aggressiveness. Fronts of Struggle and Alternatives* » (Athènes, 2004) ; « *Current Trends In Capitalism: Economic, Social And Political Impact. The Communists' Alternative* » (Athènes, 2005) ; « *Dangers and Potentialities of the International Situation. The Imperialist Strategy and the Energy Issue, the People's Struggle and the Experience of Latin America, the Prospect of Socialism* » (Lisbonne, 2006) ; « *The 90th anniversary of the Great October Socialist Revolution* » (Minsk, 2007) ; « *New phenomena in the international framework. Worsening national, social, environmental and interimperialist contradictions and problems* » (Sao Paulo, 2008) ; « *The international capitalist crisis, the workers' and peoples' struggle, the alternatives and the role of the communist and working class movement* » (New Dehli, 2009) ; « *The deepening systemic crisis of capitalism. The tasks of Communists in defence of sovereignty, deepening social alliances, strengthening the anti-imperialist front in the struggle for peace, progress and Socialism* » (Tshwane, 2010) ; « *The international situation and the experience of the communists 20 years after the counterrevolution in the USSR* » (Athènes, 2011) ; « *Strengthen the struggles against escalating imperialist aggressiveness, for satisfying peoples' socio-economic-democratic rights and aspirations, for socialism* » (Beyrouth, 2012) ; « *The deepening crisis of capitalism,*

the role of the working class and the Communists' tasks in the struggle for workers' and peoples' rights » (Lisbonne, 2013) ; « *The role of Communist and Workers' Parties in the struggle against imperialism and capitalist exploitation* » (Guayaquil, 2014) ; « *The tasks of Communist and Workers' Parties to strengthen the struggle of the working class against capitalist exploitation, imperialist wars and fascism, for workers' and peoples' emancipation, for socialism* » (Istanbul, 2015) ; « *Capitalist crisis and imperialist offensive - Strategy and tactics of the Communist and Workers' Parties, in struggle for peace, workers' and peoples' rights, socialism* » (Ha Noi, 2016) ; « *The 100th Anniversary of the Great October Socialist Revolution: the ideals of the Communist Movement, revitalizing the struggle against imperialistic wars, for peace, socialism* » (Saint-Pétersbourg et Moscou, 2017). À l'heure où ces lignes sont écrites, rien ne semble encore indiquer la thématique et le lieu de l'organisation de l'édition pour l'année 2018.

À l'issue de ces conférences communistes internationales, comme tous les autres partis, le PTB rédige une contribution. En 2009, par exemple, le parti écrira : « Nous devons renforcer le mouvement communiste révolutionnaire. Cela nécessite que nous approfondissions notre compréhension et notre critique marxiste du capitalisme actuel, en lutte avec les idées réformistes, sociale-démocrates. Cela nécessite que nous renforçons notre collaboration à ce niveau. »⁷⁹ ; en 2011 : « As communists, we endeavour to internationalise the resistance as much as we can and to organise active solidarity with the working class over the whole of the continent and with the people struggling all around the world. »⁸⁰ et enfin en 2013 : « The systemic and prolonged character of the world capitalist crisis, the changes in the international correlation of forces and the examples of workers' and peoples' struggles and revolts around the world point to the growing opportunities for developing the forces of revolution against the forces of reaction, and for the growing confidence that in the course of the 21st century. »⁸¹

Le PTB participera à chacune de ces rencontres multilatérales, sauf en 2017. Lors de la dernière édition, les marxistes belges laisseront une chaise vide à Moscou et Saint-Pétersbourg. David Pestieau justifiera cette absence par la thématique choisie lors du premier entretien : « on n'a pas été, parce qu'on trouvait que c'était les 100 ans de la Révolution russe, et je pense que ça a

⁷⁹ Site officiel de la Conférence internationale des partis communistes et ouvriers : [solidnet.org](http://www.solidnet.org), consulté le 31 mars 2018, [en ligne], <http://www.solidnet.org/belgium-workers-party-of-belgium/11-imcwp-intervention-by-wp-of-belgium-en-fr-it>

⁸⁰ *Idem*, <http://www.solidnet.org/belgium-workers-party-of-belgium/13-imcwp-contribution-of-the-workers-party-of-belgium-en-it>

⁸¹ *Idem*, <http://www.solidnet.org/belgium-workers-party-of-belgium/15-imcwp-contribution-of-wp-of-belgium-en>

été confirmé par les faits, par une présentation de l'extérieur très nostalgique. Ce n'est pas tellement ce qu'on veut avoir comme démarche » et soulignera d'autres facteurs lors du deuxième entretien : « nous n'avons pas été à Moscou, mais ce n'était pas une position de principe. C'est possible que demain nous allions, nous verrons l'opportunité qui se présente, la composition, les sujets, voilà. »⁸² Là encore, la question est de rester critique. En 2007, le PTB a participé au *90th anniversary of the Great October Socialist Revolution* organisé à Minsk, son nom est sur la liste. Si la fin du séminaire communiste international concorde avec l'entrée parlementaire des marxistes, ces derniers ne se sont pas fait l'économie de l'IMCWP malgré leurs sièges de députés obtenus en 2014 et la tenue d'un nouveau congrès en 2015. Il est intéressant d'analyser l'environnement externe du parti qui pourrait expliquer cette énième évolution diplomatique. L'édition organisée en Russie se déroule en novembre 2017. Le tableau ci-dessous indique les intentions de vote pour le PTB en Wallonie douze et huit mois avant la rencontre.



83

En décembre 2016, le PTB est crédité de 18,4% d'intentions de vote ; en mars 2017, le parti supprime le Parti Socialiste (PS) pour grimper à 20,5%. Virtuellement, il est deuxième parti en Wallonie. En moins de trois ans, le parti fait un bond de +15%. En octobre 2017, un mois avant la tenue de la réunion internationale, le parti redescend à 14,8%, ce qui indique qu'il « semble s'installer durablement dans le paysage politique wallon ». Toutefois, cette donnée relative à octobre 2017 est sans doute trop proche de ladite édition pour être validée comme variable pertinente.

Toute aussi intéressante est la question des contributions du parti au site de Solidnet. En effet, les contributions ne sont pas exclusivement postées lors des rencontres annuelles, mais peuvent

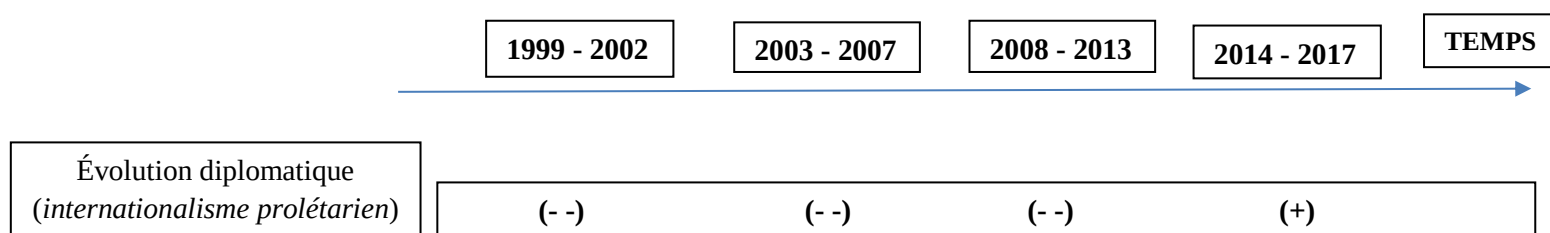
⁸² Entretien avec David Pestiau réalisé le 8 mars 2018 à Bruxelles.

⁸³ « Inédit, le PTB supprime le PS en Wallonie et talonne le MR », 2017, 24 mars, RTBF, [en ligne], <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/inedit-le-ptb-supprime-le-ps-en-wallonie-et-talonne-le-mr-barometre-58d51912cd708bad3cd76e5c> (consulté le 31 mars 2018)

aussi être publiées régulièrement sur des sujets nationaux comme internationaux. Ainsi, le PTB contribuera à treize reprises en 2013 ; à onze reprises en 2014 ; trois reprises en 2015 ; onze reprises en 2016 et trois reprises en 2017. Les cinq dernières évoquent ManiFiesta, leur festival musical et intellectuel (de nombreuses conférences y sont organisées le temps d'un weekend) ; le CETA, ce traité commercial transatlantique UE-Canada que la Wallonie refusait dans un premier temps de signer ; la nouvelle année ; ou encore l'agression subie par l'un de leurs députés Raoul Hedebouw le premier mai⁸⁴. Le/la lecteur.ice trouvera en annexe les détails qui prouvent que la dernière publication date du 3 mai 2017. À l'heure où ces lignes sont écrites, dix mois se sont écoulés sans que le PTB, habitué pour être prolifique (minimum de trois publications par an), ne contribue au site internet de ce qui reste du mouvement communiste international depuis la fin du séminaire organisé à Bruxelles.

Conclusion

Sur base des données récoltées, l'hypothèse selon laquelle le PTB ait subi une évolution *forte* sur le plan diplomatique est confirmée. Dans les textes officiels, le parti marxiste rappelle son attachement à l'internationalisme prolétarien. L'évolution PTBiste en la matière ne marque pas une rupture totale avec ce paradigme communiste, mais un glissement « européenocentré ». En effet, le PTB a multiplié sa présence dans des rencontres de la gauche radicale (Diem25, Forum de Marseille, Plan B, Gauche Unitaire Européenne, etc.) pour délaisser celle du multilatérisme communiste annuel. Les variables « accès au parlement » et « succès dans les intentions de vote » expliqueraient cette évolution : une fois parti parlementaire, le PTB arrête l'organisation du séminaire communiste international ; une fois dans une position virtuelle de stabilité dans le paysage politique belge (entre 14 et 20%) qui lui assurerait une plus grande représentativité, le PTB arrête de participer/contribuer à l'*International Meeting of Communist and Worker's Parties*. Cette diplomatie européenocentrée, qui n'empêche nullement les relations *bilatérales* avec des partis extracontinentaux, témoigne d'une prise de distance avec des sujets portant à controverse – d'une formation aux commandes d'un régime totalitaire (le Parti du Travail de Corée) à la glorification des Bolchéviques.



⁸⁴ Solidnet.org, *Op. cit.* : <http://www.solidnet.org/belgium-workers-party-of-belgium>

6.3 Le socialisme

Dans ce dernier chapitre sera évaluée l'évolution économique du PTB – économique et non *socioéconomique*, soit le système de production, d'échange et d'allocation des biens et des services. Ainsi, les questions portant sur l'âge de la retraite, les intérêts notionnels⁸⁵, le dumping social, la réduction du temps de travail ou encore le salaire minimum ne seront pas abordés dans cette partie. La motivation de ce choix se trouve dans ce qu'analyser le socioéconomique indiquerait déjà une acceptation du principe même de l'économie de marché de la part du PTB où ne seraient dès lors débattus que la question du degré d'interventionnisme étatique, de régulation, au sein de ce système économique – fort ou faible. Cet état de fait n'empêche en rien une position PTBiste sur les sujets précités, comme d'être favorable à la semaine des trente heures ou de vouloir une fiscalité plus progressive, mais la question pertinente est d'en revenir à l'*idéal économique* du PTB. Dans la même logique, si la N-VA souhaite une Flandre républicaine indépendante, le parti ne se prive pas d'entrer dans une coalition au niveau fédéral, de prêter serment devant le Roi, et d'avancer de temps à autre la nécessité de nouveaux transferts de compétences vers les régions – bien que le confédéralisme, voire la nette sécession, reste leur aspiration. Conformément à l'hypothèse initiale selon laquelle la parlementarisation du PTB l'orienterait vers une social-démocratisation, il s'agira d'analyser si les marxistes belges auront maintenu comme finalité un « État socialiste planificateur » – avec un plan transitoire de nationalisation plurisectoriel maximal – ou bien alors l'acceptation d'un « État-providence » avec un plan de nationalisation unisectoriel ou plurisectoriel minimal dans une économie mixte. Le tableau ci-dessous reprend cette distinction.

Critères / doctrine pol.	Socialisme	Social-démocratie
Type d'État souhaité	Socialiste (dictature du prolétariat)	Social (État-providence)
Plan de nationalisation	Plurisectoriel maximal (banques + énergie + entreprises, etc.)	Unisectoriel ou plurisectoriel minimal (banques et/ou énergie et/ou transports, etc.)
Économie souhaitée	Planification	Mixte (marché + planification)

⁸⁵ Propre à la fiscalité des entreprises et professionnels en Belgique depuis le 1^{er} janvier 2006, les intérêts notionnels permettent aux entreprises de déduire de leurs bénéfices imposables un intérêt fictif calculé sur leur capital à risque. L'appellation juridique précise est d'ailleurs « déduction pour capital à risque ». En mars 2018, ce système est critiqué par la Commission européenne qu'elle épingle comme une planification fiscale agressive.

6.3.1 Les fondamentaux

Si le communisme est la fin, le socialisme en est le moyen – ainsi pourrait se résumer la linéarité marxiste. Le contrôle étatique des moyens de production, c'est-à-dire la nationalisation, soit ce qui « consiste à transférer à la collectivité des biens et des activités [...] et à les utiliser dans l'intérêt de la collectivité et non plus particulier »⁸⁶, est alors l'une des premières mesures phares de cette « dictature du prolétariat », cet État socialiste qui joue la phase transitoire entre la fin de l'État capitaliste et l'établissement de l'État communiste. Il s'agit de l'une des premières mesures du socialisme car « la nationalisation apparaît [...] comme située aux antipodes du capitalisme et du libéralisme, qui sont fondés sur la propriété privée, l'initiative privée et l'intérêt privé. »⁸⁷ Le 26 octobre 1917, par exemple, aux premiers jours de la Révolution bolchévique, Lénine scandait que le pouvoir soviétique établirait une paix immédiate, mais aussi qu'il « assurera la remise sans indemnité des terres des propriétaires fonciers [...] à la disposition des comités paysans ; [...] il établira le contrôle ouvrier de la production. »⁸⁸ De même, la première Constitution de la République Populaire de Chine indiquera que « le fondement du système économique socialiste de la République populaire de Chine est la propriété socialiste des moyens de production, c'est-à-dire la propriété du peuple tout entier et la propriété collective des masses laborieuses. »⁸⁹ La « nationalisation », « l'expropriation », la « socialisation », etc. se distinguent difficilement du point de vue juridique ; aussi ces termes seront compris à travers le même prisme : celui de la cession *forcée* des biens du privé vers le public.

En 1999, le PTB est favorable à la révolution pour renverser le système économique capitaliste. Il écrira que « nous devons avoir une conviction profonde, vécue, que seul le Parti Communiste peut diriger les masses vers leur libération et que seule la révolution socialiste offre une solution aux problèmes du capitalisme. »⁹⁰ En 2002, le parti réitérera la nécessité du socialisme comme système économique salvateur pour l'humanité : « la première tâche consiste à assimiler profondément et à propager largement et de manière offensive le bilan communiste du vingtième siècle. Notre thèse fondamentale est que seul le socialisme peut sauver l'humanité et assurer la justice sociale, la démocratie, la libération nationale et la paix. »⁹¹ En 2005, Peter

⁸⁶ Konstantin Katzarov, *Théorie de la nationalisation*, Neuchâtel, Editions de la Baconnière, 1961, p.1

⁸⁷ *Ibidem*, p.15

⁸⁸ Lénine, discours au 2^e congrès des soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, 26 octobre 1917

⁸⁹ Constitution de la République Populaire de Chine (1954), art. 6.

⁹⁰ PTB (1999), *Op. cit.*, p.35

⁹¹ PTB, *Documents du septième congrès*, 2002, art. 115.

Mertens écrira que « le monde est à présent mûr pour passer au mode de production suivant, le socialisme »⁹². Plus intéressant encore est ce que l'actuel président du parti explique et qui peut être interprété comme une absence totale d'évolution économique dans le chef des marxistes : « notre stratégie fondamentale reste celle du Programme du parti de 1979. Le progrès social durable et la paix requièrent une société socialiste et une société socialiste requiert une révolution socialiste. »⁹³ De la plume même de Peter Mertens, le PTB n'aurait pas changé sa stratégie fondamentale entre 1979 et 2005.

Qu'est-il concrètement inscrit dans le « Programme du parti de 1979 » ? Le PTB y avance que « seule l'édification d'une société socialiste démocratique peut apporter des solutions aux problèmes des peuples. [...] Le passage au socialisme est devenu une nécessité historique. Le Parti du Travail de Belgique se base sur le marxisme. Il prône un retour aux sources du socialisme, à la doctrine de Marx et Lénine. [...] Le socialisme est devenu un mouvement irrésistible qui englobe le monde entier. »⁹⁴ Cette société socialiste intègre la fin de la propriété privée : « La classe ouvrière ne peut se libérer qu'en anéantissant l'appareil d'Etat capitaliste, en prenant elle-même le pouvoir politique, en rendant *les moyens de production propriété collective* et en construisant le socialisme. Mais la classe ouvrière ne peut acquérir une conscience de classe et devenir une force politique autonome, que si elle a réussi à édifier son propre parti révolutionnaire. »⁹⁵

Sur la question des moyens de production donc, la définition se veut large : *les* moyens de production, soit « tous » les moyens de production, c'est-à-dire les Petites et Moyennes Entreprises (PME) comprises, les indépendants étant qualifiés par le parti de « petite-bourgeoisie traditionnelle » et perçus comme des alliés collatéraux des capitalistes : « Les indépendants possèdent leurs moyens de production ou un capital propre et ils vivent de leur propre travail. Les travailleurs indépendants de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce et des services ont un double caractère. D'une part, ils doivent fournir un travail très dur pour survivre [...] Mais d'autre part, ils sont propriétaires des moyens de production et producteurs de marchandises et ont ainsi des intérêts communs avec les capitalistes. »⁹⁶ Ce plan de

⁹² Peter Mertens (2005), *Op. cit.*, p.72

⁹³ *Ibidem*, p.113

⁹⁴ Programme. *Documents du congrès approuvés par le Congrès de fondation du Parti du Travail de Belgique*, octobre 1979, Bruxelles, p. 5-8.

⁹⁵ *Ibidem*, p.63

⁹⁶ *Ibidem*, p.294

nationalisation maximal est justifié afin de « mettre fin à l'enrichissement débridé d'une poignée de monopolistes, alors que des centaines de milliers de gens souffrent de la misère. [...] la nationalisation démocratique sans indemnisation⁹⁷ [...] ne peut être que le résultat de grands mouvements révolutionnaires de masse qui portent effectivement des coups à la classe des capitalistes. »⁹⁸

Cette transition vers un idéal communiste s'applique à travers une dictature du prolétariat assumée par le parti qui comprend une rééducation de la classe exploiteuse : « Maintenant que la classe ouvrière est devenue la classe dominante, elle dispose des moyens de production et du pouvoir d'Etat. Elle les utilise pour réprimer toute résistance de la bourgeoisie, pour éduquer la petite bourgeoisie et pour transformer progressivement les éléments des classes exploiteuses. Pendant toute la période du socialisme, le danger d'une restauration du capitalisme reste présent. C'est pourquoi la classe ouvrière doit poursuivre sa lutte et consolider sa dictature. »⁹⁹ La dictature du prolétariat comprendrait alors « tous les moyens de coercition qui s'imposent : de la suppression des droits civiques et politiques, l'emprisonnement, jusqu'à et y compris – dans les cas exceptionnels – l'exécution des plus grands criminels [...] Seuls ceux qui violent les lois socialistes peuvent être considérés comme ennemis du peuple. [...] Dès que les circonstances le permettent, la peine de mort doit être abolie. A l'égard de tous les condamnés, le souci de leur rééducation et de leur réintégration dans la société, occupe une place centrale. »¹⁰⁰

Comme il a été dit et redit tout au long de cette recherche, l'année 2008 sera celle du Congrès du renouveau. Il est pertinent de se demander si ce « renouveau » impulse un renouvellement du point de vue économique. Il est possible de lire dans les documents dudit congrès que « le socialisme est devenu une nécessité pour la survie même de l'humanité »¹⁰¹ et les marxistes y annonceront vouloir un large plan de nationalisation avec à terme une économie planifiée, mais aucune mention n'est faite à propos des PME, laissant entrevoir une abolition *partielle* de la propriété privée : « la propriété sociale des *grands* moyens de production. Cela signifie que les *grandes* entreprises, les *grandes* exploitations agricoles, l'agrobusiness, les moyens de

⁹⁷ « Sans indemnisation », c'est-à-dire sans donner une compensation aux détenteurs des moyens de production qui voient leur propriété nationalisée de force.

⁹⁸ *Ibidem*, p.121-125

⁹⁹ *Ibidem*, p.152

¹⁰⁰ *Ibidem*, p.153-154

¹⁰¹ PTB (2008), *Op. cit.*, p.28

communication et de transport doivent être mis en propriété collective. Nous voulons une économie planifiée au service de la communauté et de l'homme tout en restant en équilibre avec la nature. »¹⁰²

En 2009, dans *Priorité de gauche* (Aden : 2009), les deux auteurs (Peter Mertens et Raoul Hedebouw) écriront sur la planification, avançant que l'idée existe déjà au sein de grandes entreprises, comme Dell : « ceux qui lancent des anathèmes contre l'économie planifiée doivent se demander comment sont planifiés des processus de production chez Dell. Dell fait de la planification économique. Pour sa propre entreprise. »¹⁰³ En 2010, le PTB évoque dans son programme électoral pour les législatives fédérales la nécessité d'une nationalisation des grandes entreprises et d'une planification économique et ce, à des fins écologiques : « Le problème du rejet de CO2 et du réchauffement qui y est lié dépasse souvent les possibilités des entreprises. C'est pourquoi les autorités doivent prendre des initiatives sur le plan d'une politique énergétique globale. Ce n'est que lorsque les *grandes* entreprises sont la propriété de la communauté et que l'économie est planifiée à long terme que les cartes sont réellement favorables à la réalisation du passage vers une production et des transports respectueux de l'environnement. »¹⁰⁴

En 2012, ce plan de nationalisation est plutôt concentrique dans la bouche de David Pestieau qui expliquera qu'« en clair, sur le plan économique, le PTB défend l'idée d'une certaine nationalisation. Nous ne sommes pas idéalistes, mais il nous paraît urgent de mettre en cause certains fondements. Les banques, l'énergie et les transports doivent fonctionner sous le contrôle de la population, via l'Etat. »¹⁰⁵ La même année, dans *Comment osent-ils ? La crise, l'euro et le grand hold-up* (Aden : 2012), le président du PTB, Peter Mertens, écrira pourtant que « nous n'avons pas d'autres choix que de priver les géants industriels et financiers des droits naturels et inaliénables qu'ils mettent aujourd'hui en avant. Il faut faire cesser cette privatisation pour faire des secteurs publics les artères de notre économie [...] La démocratie de demain commence par *l'expropriation* des acteurs des privatisations. »¹⁰⁶ Deux années plus tard, lors

¹⁰² *Ibidem*, p.57

¹⁰³ Raoul Hedebouw et Peter Mertens, *Priorité de gauche*, Bruxelles, Aden, 2009, p.207

¹⁰⁴ PTB, *Le programme complet du PTB pour les élections régionales de 2010*, [fichier PDF], disponible via ce lien : <https://www.reves-handic-action.be/file/87386/>.

¹⁰⁵ « Le PTB, Bernard Arnault et la fiscalité », 2012, 17 septembre, LeVif.be, [en ligne], <http://trends.levif.be/economie/politique-economique/le-ptb-bernard-arnault-et-la-fiscalite/article-normal-209353.html> (consulté le 10/05/2018).

¹⁰⁶ Peter Mertens, *Comment osent-ils ? La crise, l'euro et le grand hold-up*, Bruxelles, Aden, 2012, p.297

de la campagne électorale de 2014, Raoul Hedebouw avancera que « primo, nous voulons rendre le pouvoir économique aux gens. En matière industrielle, il faut prendre le contrôle de certains secteurs structurants de l'économie »¹⁰⁷ et sera plus précis dans une autre interview : « juste le secteur bancaire et le secteur énergétique. Les deux secteurs où il y a urgence. Les Belges ont fait une réforme bancaire plus frileuse que la réforme britannique qui ne sont déjà pas des gauchos qui est elle-même en deçà de la réforme américaine. »¹⁰⁸ Dans son ouvrage *Première à gauche* (Aden : 2014), Hedebouw élargira ce plan au secteur pharmaceutique en avançant que « l'économie de marché ne fonctionne pas »¹⁰⁹ et qu'une des solutions serait « la réappropriation collective des *grands* moyens de production. Je parle des *grands* secteurs comme le secteur financier, pharmaceutique, énergétique, les transports. [...] La question fondamentale de ce que nous allons produire, et comment, requiert une planification. [...] Cette planification est particulièrement indispensable en matière d'écologie si nous voulons une société à la dimension de l'homme et de la nature. »¹¹⁰

Sur la question de la nationalisation des grandes entreprises d'ailleurs, c'est surtout lorsque l'actualité s'y prête que les marxistes reviennent à un plan plus originel. En effet, lors de plans de restructuration qui mènent à des licenciements massifs, les marxistes en appellent à la nationalisation, à l'expropriation ou à la saisie temporaire des (grandes) entreprises concernées. C'était bien le cas en 2010 avec BPost, conformément à leur programme électoral : « Face à ces restructurations passées et à venir, l'étude du PTB propose une autre voie : "la nationalisation" totale de l'entreprise publique. Comment faire ? "CVC Capital Partners, actionnaire privé, veut vendre en Bourse sa part du capital de BPost. Le PTB propose que l'Etat rachète la part de CVC pour un prix correct : 300 millions d'euros, soit le prix auquel CVC et la Poste danoise ont acheté leur part en 2005 ; BPost redeviendrait ainsi publique à 100 %", précise l'analyse. » , mais aussi en 2013 avec Arcelor Mittal : « "Les pouvoirs publics ont légalement la possibilité de devenir des acteurs économiques", a expliqué Damien Robert, conseiller communal à Seraing, en charge du dossier sidérurgie pour le PTB. "Par ailleurs, il existe une possibilité juridique d'exproprier Mittal pour cause d'utilité publique, la Région

¹⁰⁷ « La crise résulte de l'essence même du capitalisme », 2014, 14 mars, LeSoir.be, [en ligne], <http://www.lesoir.be/archive/recup/494435/article/actualite/belgique/2014-03-14/raoul-hedebouw-crise-resulte-l-essence-meme-du-capitalisme-il-y-une-alternative> (consulté le 10/05/2018)

¹⁰⁸ « Electrabel sera nationalisée », 2014, 12 avril, L'Echo.be, [en ligne], <https://www.lecho.be/dossier/2014/Electrabel-sera-nationalisee-Raoul-Hedebouw-PTB/9489495> (consulté le 10/05/2018)

¹⁰⁹ Raoul Hedebouw, *Première à gauche*, Bruxelles, Aden, 2014, p.197

¹¹⁰ *Ibidem*, p.208

wallonne peut le faire, et elle en a les moyens". » ; ou encore en 2016 avec Caterpillar : « Pour ça, j'attends du politique qu'il soutienne les travailleurs de Caterpillar. Comment ? En mettant la pression sur Caterpillar. Je propose concrètement que le monde politique fasse une saisie exceptionnelle et immédiate sur le terrain et les outils de Caterpillar, pour mettre une pression dans les négociations. Les travailleurs ont besoin d'une négociation ferme pour maintenir l'entreprise ouverte, le monde politique doit les y aider. »

Que se passe-t-il lors du Congrès de la solidarité en 2015 ? Les statuts se trouvent être réformés, et toute indication d'un large de plan de nationalisation plurisectoriel maximal est effacée. Si en 2008, le parti écrivait dans son article 4 qu'il était pour une société socialiste et que sur le plan économique, comme susmentionné, cela comprenait « la possession sociale des grands moyens de production [...] les grandes entreprises, les grandes propriétés foncières, l'agrobusiness, les grands moyens de communication et de transport [...] une économie planifiée [...] et un appareil d'État socialiste », voici ledit article modifié sept ans plus tard : « le PTB a pour objectif une société socialiste contemporaine, un socialisme 2.0 tel qu'il a été défini dans les congrès statutaires de 2008 (Congrès du renouveau) et de 2015 (Congrès de la solidarité). Le socialisme est le résultat d'une longue période de lutte sur différents terrains et d'un changement social fondamental ». Aussi, un nouvel article fait son apparition, sur le respect infaillible des marxistes sur la question des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Dans les statuts de 2015, aucune ligne n'évoque *explicitement* la possession sociale des grands moyens de production ou la planification économique ; il faudrait alors se référer aux décisions de 2008 : « ... tel qu'il a été défini dans les congrès statutaires de 2008 [...] et de 2015 ». C'est dans les documents du Congrès que l'on comprend que le socialisme 2.0 reste « une société sans classes, où chacun contribue selon ses possibilités, et qui peut répondre aux besoins de chacun. C'est une société comme elle devrait être, une société vraiment collective ou communiste. »¹¹¹ David Pestieau expliquera que « le capitalisme s'est imposé après 400 ans. Il y a eu des phases. Nous, nous pensons qu'il y a une expérience du socialisme, mais il faut le réessayer, en tenant compte de ce qu'il s'est passé. »¹¹² La justification de ce choix est faite ici non seulement au nom de l'environnement, mais également « de la société » et « des gens », comme également indiqué dans les documents du congrès : « Nous voulons *une économie planifiée* au service de la communauté et de l'homme tout en restant en équilibre avec

¹¹¹ PTB (2015), *Op. cit.*, p.236

¹¹² Entretien avec David Pestieau réalisé le 8 mars 2018 à Bruxelles.

la nature. »¹¹³ En 2015, l'évolution économique du PTB est *faible* : aucune social-démocratisation à l'horizon.

À partir de là, toute la question est de savoir s'il faut en quelque sorte « sacraliser » les textes du Congrès de 2015, soit tomber dans une forme de « positivisme juridique » où les conclusions/décisions prises seraient cimentées dans le cœur idéologique du PTB jusqu'à organisation et approbation d'un nouveau congrès ou si, au nom de l'efficacité révolutionnaire et d'un espoir d'élargissement parlementaire (non-contradictoire dans le chef des marxistes), des souplesses, voire des changements idéologico-économiques extra-congrès peuvent être pris par les organes dirigeants. La présente recherche embrasse ce deuxième paradigme et ce, pour deux raisons : 1) il a été prouvé que le PTB n'est plus le parti internationaliste d'antan – fin de l'organisation du Séminaire communiste international et fin de la participation à l'*International Meeting of Communist and Worker's Parties* – alors même que les statuts revendiquaient explicitement le caractère internationaliste du PTB ; 2) sous le principe organisationnel qu'est le centralisme démocratique, la direction du parti garde un fort pouvoir décisionnel, ce compris la capacité de choisir la meilleure stratégie ou ligne politique et économique entre deux congrès.

Ainsi, en juillet 2017, en plein succès virtuel du parti dans les intentions de vote, dans un débat radio intitulé « Et si le PTB prenait le pouvoir ? », Germain Mugemangango, nouveau porte-parole du parti côté francophone, expliquera que « ce sont les travailleurs qui créent la richesse, pas les entreprises. Le fait qu'une entreprise parte alors qu'elle fait des bénéfices, ce n'est pas normal. Elles doivent pouvoir garantir les emplois". C'est pourquoi, dit-il, "on n'est pas pour tout nationaliser, mais pour *réguler l'économie*". »¹¹⁴ Il s'agit d'une première déclaration intéressante et qui plus est inédite car, sauf erreur, jamais les marxistes n'avaient expliqué vouloir « réguler l'économie ». Deux mois plus tard, à la rentrée politique de septembre 2017, Raoul Hedebouw reparlera de la question de la nationalisation par ces termes : « On trouve que les secteurs bancaire et énergétique doivent revenir dans le giron public. Le bancaire est symptomatique de là où nous mène la course au profit sans réflexion sur la société. On a gaspillé des milliards dans les banques et que nous rendent-elles aujourd'hui ? [...] On doit nationaliser les banques. Attention : *je ne parle pas de nationaliser la boucherie, la PME ou le salon de coiffure du coin*, je parle de nationaliser deux des secteurs avec des fonctions structurantes pour

¹¹³ *Ibidem*, p.57

¹¹⁴ « Et si le PTB arrivait au pouvoir ? », 2017, 7 juillet, RTBF.be, [en ligne], https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_et-si-le-ptb-arrivait-au-pouvoir?id=9654050 (consulté le 10/05/2018)

notre économie: le bancaire et l'énergie. »¹¹⁵ Ces propos ont déjà été tenus en 2014 par le porte-parole liégeois et en 2012 par David Pestieau, entretenant alors une relative opacité programmatique ; tantôt un plan vaste, tantôt un plan concentrique. De même, lorsque le parti parle des *grands* moyens de production, il faut comprendre implicitement que les indépendants sont exonérés de ce plan de nationalisation, la précision de Raoul Hedebouw n'apportant alors rien de neuf dans le projet économique des marxistes. Des interviews écrites, radios et vidéos ont été lus/écoutés/visionnés et mis à part ces deux récentes déclarations, rien n'a été écrit ou publié sur la question de la nationalisation et de la planification économique. S'il ne faut pas « sacraliser » les statuts du Congrès de 2015, l'erreur serait similaire de prendre pour argent comptant la seule et unique déclaration de Germain Mugemangango que le parti veut « réguler l'économie », sous-entendu ne pas la transformer complètement. La dernière production littéraire de Peter Mertens, *Graailand* (Aden : 2016), publié en langue française en 2018, n'évoque rien sur ces questions économiques *fondamentales*, préconisant des mesures comme la taxe des millionnaires.

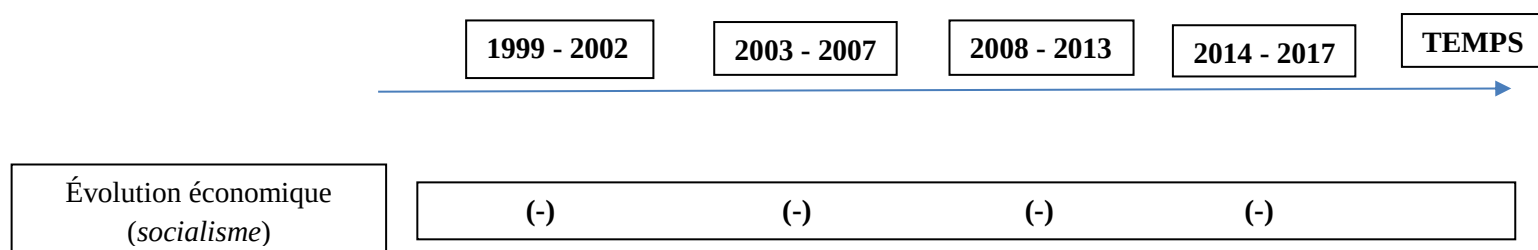
Conclusion

En conclusion, l'hypothèse selon laquelle le PTB aurait subi une évolution économique *forte* – une social-démocratisation – peut être rejetée. Selon les données disponibles, le parti marxiste belge souhaiterait toujours l'établissement d'un État socialiste en Belgique et ce, malgré sa parlementarisation, son succès virtuel, l'augmentation de ses membres ou un changement de leadership. Cet État socialiste comprendrait un plan de nationalisation plurisectoriel maximal – secteurs bancaire, agroalimentaire, énergétique, communicationnel, etc. – et l'abandon de l'économie de marché pour une planification économique au nom du social et de l'écologie.

Il serait tentant de penser que les dernières déclarations à ce sujet en 2017 – « réguler l'économie » ou épargner les indépendants de leur projet de nationalisation – indiquent une confirmation de l'hypothèse de la social-démocratisation. Aurait été considérée comme social-démocrate une constance dans les déclarations et des statuts explicitement réformistes. Lors d'interviews entre 1999 et 2017, le PTB a avancé un plan de nationalisation très concentrique (secteurs bancaire + énergétique), allant à l'encontre des statuts décidés lors des congrès de 2008 et 2015 qui

¹¹⁵ « Moi je souhaite que le Parti Socialiste se refasse une santé », 2017, 9 septembre, L'Echo.be, [en ligne], <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique-general/Moi-je-souhaite-que-le-Parti-socialiste-se-refasse-une-sante/9930729> (consulté le 10/05/2018)

définissent le plan de nationalisation comme très vaste. La contradiction publique des statuts sous un modèle organisationnel comme le centralisme démocratique peut être considérée comme stratégique. Aussi, il est vrai que le PTB, à partir de 2008, précise constamment que les secteurs à nationaliser sont « grands » (grands moyens de production, grandes propriétés foncières, grands moyens de communication) et que les PME – soit ce qui resterait de propriété privée – n’auraient rien à craindre. Cette distinction, absente avant le huitième congrès, est à souligner, mais ne peut conclure à une social-démocratisation. Économiquement parlant, le PTB reste un parti fondamentalement socialiste.



7. Conclusions générales

Sur le plan organisationnel, le PTB a subi une évolution *faible*. Comme les témoignages des anciens membres ont pu le confirmer, la démocratie *intra* reste très limitée dans le temps, en préparation d'un congrès, mais cette dernière est qualitativement plus appréciable du fait de l'augmentation quantitative des membres. La partie centraliste de l'organisation, les organes dirigeants, a été renouvelée – présidence comprise, mettant fin à l'autorité de Ludo Martens –, mais il y subsiste une « réseaucratie » de « fils de », « fille de », « mari/femme de », etc. et de membres présents depuis la fondation (ou presque) de l'organisation. Le PTB n'a pas le monopole de ce que certains appelleront péjorativement du « népotisme », quasiment tous les partis font face au même phénomène, mais il s'agit d'une dimension pertinente qu'il fallait préciser dans l'analyse. Coûte que coûte, il n'est pas permis de conclure que l'organisation interne du PTB de 1999 à 2017 est restée *complètement* similaire ; le principe est maintenu, mais sous une autre forme. Confortant la théorie de Seisselberg sur la tension entre démocratie et efficacité, il serait illogique que le PTB, désormais parti parlementaire et crédité au-dessus des 10% pour les prochaines échéances électorales, se détache du centralisme démocratique. La réponse à cette interrogation se trouvera dans la tenue du prochain congrès du PTB, à l'horizon 2020, « probablement après les élections » selon David Pestieau. Si cette verticalisation interne semble actuellement gagnante, il se peut que la question de la participation gouvernementale, que les marxistes conditionnent à une rupture avec les traités européens d'austérité, vienne un jour ou l'autre, après une énième législature dans l'opposition par exemple, créer deux tendances au sein de l'organisation – de la base à la direction elle-même (voir la crise de 1999-2003). Comme pour le Parti Communiste Français (PCF), il y aurait alors un courant favorable à des compromis et la formation d'une coalition rouge-verte (avec le PS et ECOLO) et un autre partisan d'une ligne pure, dure, léniniste, c'est-à-dire révolutionnaire, où des élus PTBistes au 16, rue de la Loi, seraient impensables.

Sur le plan diplomatique, le PTB a subi une évolution *forte*, avec, successivement, l'arrêt de l'organisation du Séminaire communiste international après plus de vingt années d'existence, et la non-participation à l'édition 2017 de l'IMCWP (*International Meeting of Communist and Worker's Parties*). Le PTB privilégie désormais les relations *bilatérales* – comme avec Cuba – et les rencontres européennes de la gauche radicale comme le Forum de Marseille, Diem25 ou la GUE (Gauche Unitaire Européenne). Cette accointance avec la gauche radicale – Podemos, Syriza, Le *Labour Party* de Jérémy Corbyn, etc. – se retrouve jusqu'à une préférence décomplexée et publique lors d'élections étrangères décisives. Ainsi, pour les présidentielles

françaises de 2017, le PTB a soutenu Jean-Luc Mélenchon (France Insoumise) et non Philippe Poutou (Nouveau Parti Anticapitaliste) ou Nathalie Artaud (Lutte Ouvrière), cette dernière se revendiquant pourtant clairement du communisme¹¹⁶. Sur cette évolution forte de l'internationalisme prolétarien, l'influence de l'entrée dans les institutions démocratiques et les baromètres d'intentions de vote est claire. La première évolution d'un parti marxiste « du 21^{ème} siècle », sorti de l'ombre électorale pour être parlementarisé, pourrait être sa prise de distance avec des éléments passés ou présents d'un communisme « orthodoxe » sujet à controverse – la prise de pouvoir des Bolchéviques (thématique de ladite édition de 2017) et le Parti du Travail de Corée au pouvoir dans la péninsule totalitaire (membre quasi-permanent de ces rencontres multilatérales). Les adversaires et détracteurs du PTB – du Parti Socialiste (PS) au Mouvement Réformateur (MR) en passant par les centristes¹¹⁷, soit un large spectre politique – auraient dès lors sauté sur ces événements pour discréditer les marxistes, avec le risque d'une baisse dans les sondages ou d'une défaite électorale. Seul l'avenir dira si le PTB participera – qui plus est en pleine campagne électorale pour les élections communales et provinciales, elles-mêmes rendez-vous préliminaire aux législatives régionales, fédérales et européennes – à l'édition 2018 de l'IMCWP. Son absence répété dans le temps marquerait alors une évolution *très forte* de son internationalisme prolétarien.

Sur le plan économique, le PTB a subi une évolution *faible*. En 2005, dans *La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales*, un petit ouvrage presque introuvable, en comparaison de *Comment osent-ils ?* ou *Priorité de gauche*, Peter Mertens écrit noir sur blanc que la stratégie du PTB n'a pas changé depuis 1979, année de fondation du parti. La ligne économique décrite dans les documents de ce premier congrès est socialiste : le PTB y défend la nationalisation de *tous* les moyens de production et une planification. Trois années plus tard, en 2008, dans ses statuts, le parti maintiendra la volonté de mettre en place un « appareil d'État socialiste planificateur » qui passera cette fois par la nationalisation des *grands* moyens de production. Cette défense continuera en 2015, moins explicitement toutefois. La seule différence notable entre 1999 et 2017 est l'exonération des Petites et Moyennes Entreprises (PME) du plan de

¹¹⁶ « Pour qui voteraient les élus belges à l'élection française », 2017, 25 février, LaLibre.be, [en ligne], <http://www.lalibre.be/actu/belgique/hamon-macron-fillon-pour-qui-voteraient-les-elus-belges-a-l-election-francaise-les-resultats-de-notre-sondage-express-58b072fbcd70ce397f205af5> (consulté le 11/05/2018). Raoul Hedebouw est alors la seule personnalité politique interrogée à préférer Jean-Luc Mélenchon. L'absence de soutien à Nathalie Artaud pourrait s'expliquer par le trotskysme de la candidate, mais Jean-Luc Mélenchon a un passé trotskyste assumé, cet argument se révélant alors bancal.

¹¹⁷ À l'heure où ces lignes sont écrites, le Centre démocrate Humaniste (CdH) et le Démocrate Fédéraliste Indépendant (DéFI, ex-FDF), tous deux au centre de l'échiquier politique, se disent favorables à l'élargissement du cordon sanitaire au PTB.

nationalisation des marxistes durant la phase transitoire socialiste. Si cette transformation discursive ne peut pas conclure à un statu quo, elle ne peut toutefois pas non plus prouver une social-démocratisation du parti. Sur le plan de nationalisation, tant dans les interviews que les ouvrages publiés entre 2008 et 2017, les personnalités publiques du PTB font (volontairement ou non) des déclarations floues, non-constantes, parfois contradictoires. Le meilleur exemple est en 2014, avec Raoul Hedebouw qui parlera de nationaliser uniquement les secteurs bancaire et énergétique dans une interview, mais écrira dans son livre la même année qu'il faut aussi mettre dans le giron public les secteurs pharmaceutique et du transport – le tout étant toujours moins vaste que ce qui est inscrit dans les statuts de 2008 (exploitations agricoles, moyens de communication, agrobusiness, etc.). Si cette opacité est volontaire, il se peut que ce soit pour élargir sa base électorale à de potentiels votants frileux à l'idée d'une économie complètement contrôlée par l'État, à commencer par les indépendants. Le programme pour les législatives de 2019 n'apportera aucun éclairage sur l'idéal économique détaillé du PTB, ledit document contiendra probablement des mesures comme la réduction du temps de travail ou la fin des intérêts notionnels, soit ce qui est actuellement possible de faire dans « l'état actuel des choses » en régime capitaliste. Si un congrès est bel et bien organisé après ce rendez-vous électoral, c'est aux statuts qu'il faudra porter son attention.

La présente recherche s'est voulue rigoureuse, neutre et critique. Subsisteront néanmoins certainement des contestations (bienvenues si argumentées), tant dans les volets choisis, le degré d'évaluation final, les variables explicatives aux évolutions ou la méthodologie employée. Ainsi, certains trouveront peut-être que la qualification « faible » est subjective, que l'analyse de tel volet plutôt qu'un autre aurait été plus intéressante ou encore que le lien de causalité entre X et Y est faussé. Sur ce dernier point, d'aucuns avanceront que la présente recherche conclut à un PTB influencé par sa parlementarisation et les baromètres d'intentions de vote, étrange pour un parti qui 1) a exilé leur porte-parole Raoul Hedebouw du paysage médiatique wallon à son pendant flamand, minimisant alors de fait l'impact communicationnel des marxistes au sud du pays ; et 2) se refuse à toute participation gouvernementale à court-terme. L'argumentation est pertinente, néanmoins 1) l'exil médiatique de Raoul Hedebouw cherchait à relever les scores électoraux au nord du pays pour idéalement les aligner à la Wallonie ; 2) plus de représentants dans les institutions parlementaires équivalent à plus de tribunes médiatiques et donc plus d'influence idéologique pour les marxistes.

Il a fallu réaliser cette recherche avec un réel sens de l'investigation – les anciens membres et les archives antérieurs à 2008 étant difficiles à trouver. Pascal Delwit rappelait bien le défi

politologique de travailler sur ce parti et l’auteur de la recherche confirme cette difficulté. Il a dès lors fallu être critique : critique face aux déclarations, critique face aux textes – mais tout cela restera bien critiquable... Cette étude étant un mémoire de fin de cursus universitaire, il était malheureusement impossible de patienter et prendre en compte 2018 et 2019 dans l’analyse.

Dans une Europe à « droite toute », le succès du PTB en Wallonie est inédit, et il est actuellement impossible de savoir si ce succès sera un épiphénomène ou le signe d’une installation durable. La présente recherche apporte sa pierre académique à l’étude des partis politiques en Belgique.

Modèle multilongitudinal de l’évolution organisationnelle, diplomatique et économique du Parti du Travail de Belgique (PTB) entre 1999 et 2017 :

1999 - 2002	2003 - 2007	2008 - 2013	2014 - 2017	TEMPS
-------------	-------------	-------------	-------------	-------

V.D

Évolution organisationnelle (centralisme démocratique)	(- -)	(- -)	(-)	(-)
Évolution diplomatique (internationalisme prolétarien)	(- -)	(- -)	(- -)	(+)
Évolution économique (socialisme)	(-)	(-)	(-)	(-)

V.I EXT.

1. Victoire/défaite électorale	x	x		x
2. Accès/sortie au/du parlement				x
3. Succès/baisse majeur(e) dans les intentions de votes				x

V.I INT.

4. Changement de leadership			x	
5. Augmentation/diminution du nombre de membres			x	x

Degré d’évolution de la V.D : Très fort (++) ; fort (+) ; faible (-) ; très faible (- -) / Présence de la V.I (X)

Références bibliographiques

Ouvrages

Benoît Rihoux, *Les partis politiques : organisations en changement – Le test des écologistes*, Paris, L'Harmattan : 2001

Pascal Delwit, *PTB – Nouvelle gauche, vieille recette*, Bruxelles, Pire : 2014

Programme. *Documents du congrès approuvés par le Congrès de fondation du Parti du Travail de Belgique*, octobre 1979, Bruxelles.

PTB, *Le centralisme démocratique*, Bruxelles, 1983, p.8.

PTB, *Apprendre des campagnes électorales à Herstal et à Zelzate*, Bruxelles, PTB, 2005

Peter Mertens, *La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales*, Bruxelles, 2005, INEM

PTB, *Documents du Congrès du renouveau*, 2008

Raoul Hedebouw et Peter Mertens, *Priorité de gauche*, Bruxelles, Aden, 2009.

Peter Mertens, *Comment osent-ils ? La crise, l'euro et le grand hold-up*, Bruxelles, Aden, 2012.

Raoul Hedebouw, *Première à gauche*, Bruxelles, Aden, 2014.

PTB, *Documents du Congrès de la Solidarité*, 2015.

Vladimir Lénine, *Que faire ?*, Paris, Éditions du Seuil : 1966.

Ludo Martens, *Un autre regard sur Staline*, Bruxelles, EPO, 1994.

Vladimir Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, Éditions du Progrès, Moscou, 1979.

Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Londres, 1848.

Konstantin Katzarov, *Théorie de la nationalisation*, Neuchâtel, Editions de la Baconnière, 1961

Articles universitaires en ligne

Blaise Pierre, « Les résultats des élections législatives du 13 juin 1999 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2001/20 (n° 1725-1726), p. 5-56. DOI : 10.3917/cris.1725.0005.
URL : <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2001-20-page-5.htm>

Brian C. Rathbun, « Interviewing and Qualitative Field Methods : Pragmatism and Practicalities » in Janet M. Box-Steffensmeier, Henry E. Brady and David Collier, *The Oxford Handbook of Political Methodology*, 4^{ème} édition, Oxford, p.685.

Blaise, Pierre, et Vincent de Coorebyter. « Les résultats des élections fédérales du 18 mai 2003 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1799-1800, no. 14, 2003, pp. 7-93.

Durand, Cédric. « Le mouvement altermondialiste : de nouvelles pratiques organisationnelles pour l'émancipation », *Mouvements*, vol. n° 42, no. 5, 2005, pp. 103-114.

Articles de presse en ligne

« Le PTB, premier parti de Wallonie si l'on votait aujourd'hui, selon un sondage », 2017, 1^{er} juillet, RTBF [en ligne], https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_le-ptb-premier-parti-de-wallonie-si-l-on-votait-aujourd-hui-selon-un-sondage?id=9648886 (consulté le 12/03/2018)

« Le PS redevient 1^{er} en Wallonie mais souffre de l'affaire GIAL à Bruxelles », 2018, 9 mars, La Libre.be, [en ligne], <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/sondage-le-ps-redevient-1er-en-wallonie-mais-souffre-de-l-affaire-gial-a-bruxelles-5aa2d0bccd7063d56720f1b8> (consulté le 23/03/2018)

« Accusé de soutenir la Corée du Nord, le PTB se défend et contre-attaque », 2014, 17 octobre, RTBF, [en ligne], https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_accuse-de-soutenir-la-coree-du-nord-le-ptb-se-defend-et-contre-attaque?id=8380586 (consulté le 31 mars 2018)

« Cacophonie autour des cas de Jan Jambon et Théo Francken », 2014, 14 octobre, RTBF, [en ligne], https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_cacophonie-autour-des-cas-de-jan-jambon-et-theo-francken-a-la-chambre?id=8377903 (consulté le 31 mars 2018)

« Baromètre politique : alerte rouge pour le PS », 2014, 21 février, RTBF, [en ligne], https://www.rtbf.be/info/dossier/elections-du-25-mai-2014/detail_barometre-politique-alerte-rouge-pour-le-ps?id=8206732 (consulté le 31 mars 2018)

« Inédit, le PTB supplante le PS en Wallonie et talonne le MR », 2017, 24 mars, RTBF, [en ligne], <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/inedit-le-ptb-supplante-le-ps-en-wallonie-et-talonne-le-mr-barometre-58d51912cd708bad3cd76e5c> (consulté le 31 mars 2018)

« Le PTB, Bernard Arnault et la fiscalité », 2012, 17 septembre, LeVif.be, [en ligne], <http://trends.levif.be/economie/politique-economique/le-ptb-bernard-arnault-et-la-fiscalite/article-normal-209353.html> (consulté le 10/05/2018).

« Electrabel sera nationalisée », 2014, 12 avril, L'Echo.be, [en ligne], <https://www.lecho.be/dossier/2014/Electrabel-sera-nationalisee-Raoul-Hedebouw-PTB/9489495> (consulté le 10/05/2018)

« La crise résulte de l'essence même du capitalisme », 2014, 14 mars, LeSoir.be, [en ligne], <http://www.lesoir.be/archive/recup/494435/article/actualite/belgique/2014-03-14/raoul-hedebouw-crise-resulte-l-essence-meme-du-capitalisme-il-y-une-alternative> (consulté le 10/05/2018)

« Et si le PTB arrivait au pouvoir ? », 2017, 7 juillet, RTBF.be, [en ligne], https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_et-si-le-ptb-arrivait-au-pouvoir?id=9654050 (consulté le 10/05/2018)

« Moi je souhaite que le Parti Socialiste se refasse une santé », 2017, 9 septembre, L'Echo.be, [en ligne], <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique-general/Moi-je-souhaite-que-le-Parti-socialiste-se-refasse-une-sante/9930729> (consulté le 10/05/2018)

« Pour qui voteraient les élus belges à l'élection française », 2017, 25 février, LaLibre.be, [en ligne], <http://www.lalibre.be/actu/belgique/hamon-macron-fillon-pour-qui-voteraient-les-elus-belges-a-l-election-francaise-les-resultats-de-notre-sondage-express-58b072fbcd70ce397f205af5> (consulté le 11/05/2018).

Autres (blog, site officiel, programme, etc.)

Constitution de la République démocratique populaire du Laos (2003), art. 5.

Constitution de la République socialiste du Viêt Nam (2001), art. 8.

Cercle Henri Barbusse, *Sur le fascisme*, [document PDF], 2000, (consulté le 31 mars 2018), [en ligne], http://cercles.communistes.free.fr/chb/publi/tracts/2000_Le_Fascisme.pdf

Site officiel de la Chambre des représentants : Lachambre.be, consulté le 31 mars 2018, [en ligne], <https://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=fr&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=51&dossierID=51-b003-2-0017-0000200360112.xml>

Site officiel du Parti communiste du Canada : cpcml.ca, consulté le 31 mars 2018, [en ligne], <http://www.cpcml.ca/francais/lmlq/Q34050.htm>

Site officiel de l'Institut d'Études Marxistes : marx.be, consulté le 31 mars 2018, [en ligne], <http://marx.be/fr/content/num%C3%A9ros-disponibles>

Site officiel du Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme : liens-pads.fr, consulté le 31 mars 2018, [en ligne], [.fr/article-21-eme-seminaire-communiste-international-de-bruxelles-106310805.html](http://liens-pads.fr/article-21-eme-seminaire-communiste-international-de-bruxelles-106310805.html)

Site officiel de la Conférence internationale des partis communistes et ouvriers : solidnet.org, consulté le 31 mars 2018, [en ligne], <http://www.solidnet.org/belgium-workers-party-of-belgium/11-imcwp-intervention-by-wp-of-belgium-en-fr-it>

PTB, *Le programme complet du PTB pour les élections régionales de 2010*, [fichier PDF], disponible via ce lien : <https://www.reves-handic-action.be/file/87386/>.

Romain Roger, L'impérialisme, source de guerre et la lutte du peuple contre celle-ci sur Blog de Romain Roger, [en ligne], <http://users.skynet.be/roger.romain/imperial.html>

Blog de Gilles Questiaux : [reveilcommuniste.fr](http://www.reveilcommuniste.fr), consulté le 31 mars 2018, [en ligne], <http://www.reveilcommuniste.fr/article-resolutions-du-22eme-seminaire-communiste-international-de-bruxelles-118653776.html>

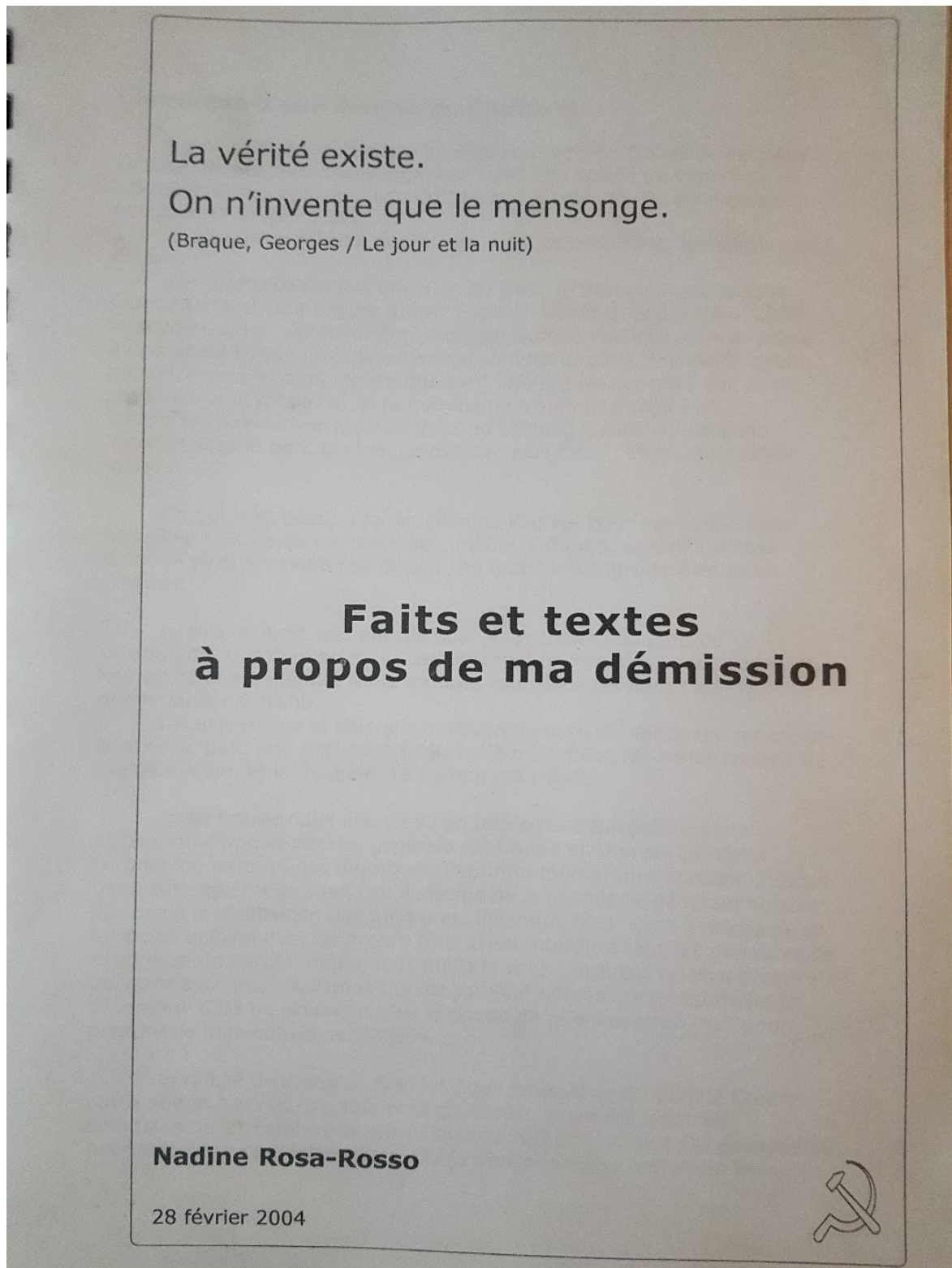
Vidéo en ligne

<https://www.youtube.com/watch?v=IJHuFU6Jx70&t=10s> (consulté le 10/05/2018).

ANNEXES

1. Centralisme démocratique (annexes)

Document 1 :



Document 2 :

Aux membres du Bureau Politique

NRR 21.10.03

Ceci est ma lettre de démission en tant que secrétaire générale, membre du Bureau Politique et du Comité Central.

J'ai écrit des pages et des pages pour demander au Bureau Politique et au Comité Central de prendre position sur le bilan de la rectification que je dirige depuis huit ans.

Une commission a été désignée au sein du Bureau Politique pour diriger ce débat.

Le jour avant le Comité Central, j'ai demandé au responsable de la commission comment les choses allaient se passer le lendemain. Il m'a répondu : « le président parlera une heure, puis tu pourras répondre pendant une heure, puis il y aura le débat avec tous les membres ».

Innocente comme je suis, j'ai donc pensé que la commission allait organiser le débat.

Depuis quelques jours, j'ai compris que la séance du Comité Central était un simulacre de débat. En effet, le point de vue du président est : « qu'il ne voulait pas de débat frontal avec N sur le passé parce que dans les circonstances actuelles, ce serait nuisible et dommageable pour le parti ». W ajoute : « ceci est aussi le point de vue de la commission ». Si la commission avait eu le courage d'exposer son point de vue au Comité Central, je pourrais encore la respecter. Mais la commission, qui avait décidé que le débat « serait nuisible pour le parti » a fait semblant d'organiser un débat au Comité Central.

Le président a utilisé 25 minutes de l'heure qui lui était donnée pour parler du Congo. On y a appris que si les congolais ne s'organisaient pas, c'est parce que c'est « inné chez eux ».

Aucune protestation.

Le président a dit que « s'il avait eu la résolution du 1^{er} septembre, toutes ces discussions et travail inutiles n'auraient pas eu lieu ».

Aucune protestation.

Pourtant, voici les conclusions de la réunion du 30.08.03 où tout le Bureau Politique était présent avec le président : (et ceci est la dernière fois où j'essaie de rétablir un minimum de vérité historique sur base des comptes-rendus officiels, ce qui est une méthode honnête, alors que la méthode de la commission est de ne donner aucun compte-rendu de ses décisions et d'organiser des mascarades) :

« NRR: **Op CC van woensdag ga ik zeggen. Ontwerpresolutie. Daarop kritiek: gaat alleen over electorale strategie, maar moet hele partijwerk bespreken. Ten tweede: over de problemen die de partij moet oplossen, wil ze verder gaan in de toepassing van '99: in elk geval de kwestie van het programma; ten tweede: bilan van wat sinds '99 begonnen is en wat niet; ten derde: verschilpunt of wat met '99 begonnen is en wat nu bekritiseerd is: is dat een verandering van lijn tov een lange traditie van de partij en zoals gesteld in PvdR in '95. Daarover verschil, omdat jij zegt dat je niet kan antwoorden.**

Tenslotte: klare positie over Resist wat fout was en wat die fouten heeft veroorzaakt.

PM: Vierde punt snap ik niet, want ik heb daarover standpunt ingenomen. Daarin concrete punten.

LV: LM en ik hebben gereageerd.

NRR: De vergadering heeft woensdag plaats. Je krijgt mijn samenvatting van deze discussie in pgp gekodeerd en je stuurt mij je reactie voor woensdagavond in pgp terug! Samenvatting moet zo juist mogelijk zijn en goedgekeurd door LM!

NRR: In naam van PB: goede reis. »

Je maintiens que j'ai envoyé ce texte le mardi à une heure du matin, puis encore une fois à neuf heures, et selon moi (mais je ne pourrais pas le jurer), j'ai aussi demandé à Raoul s'il l'avait reçu. Mais de toutes façons, vu que la conclusion de la réunion avec le président était extrêmement claire, et chacun sait que le président note chaque mot prononcé lors d'une réunion, s'il ne recevait pas ce texte, pourquoi n'a-t-il pas téléphoné lui-même pour le demander? Au contraire, le président a approfondi sa critique du révisionnisme, en prenant cette fois-ci pour cible, non plus une note intermédiaire de Jo, mais mon texte du 30.06.03.

Mais pas un membre du Bureau Politique présent le 30.08.03 ne proteste sur le fait que le président savait très bien qu'il recevrait un texte au plus tard le mardi matin avant le Comité Central du 1^{er} septembre.

Mais je n'ai plus aucune envie de me battre tout le temps pour rétablir un minimum l'authenticité des faits, je suis totalement dégoûtée.

Et puis on vient tranquillement nous dire au Comité Central «après discussion avec la commission, il est apparu que le danger de révisionnisme n'était plus actuel dans le Bureau Politique ». En réalité, la commission a convaincu le président que la critique de révisionnisme était « exagérée » et donc, puisque la tactique était d'éviter le débat sur le passé, fallait pas non plus trop insister sur le caractère totalement léniniste du texte de 1991, cela ne passerait plus...

De toutes façons, je pense qu'il sera assez facile de trouver un(e) autre secrétaire général(e).

D'abord, nous vivons dans un parti où un président peut démissionner totalement de toutes ses tâches (il promet de diriger l'actualisation du programme depuis 1994) sans que cela suscite aucune réaction, au contraire, il reçoit les applaudissements du jury pour son travail au Congo.

Plus fondamentalement, puisque la discussion sur le bilan de la rectification depuis 1995 est jugée « inutile », « paralysant et divisant le parti », il me semble que l'orientation choisie est donc celle qui estime que « tout était dans Parti de la Révolution », et « tout est dans la résolution de 1999 ». Et maintenant, il y a en plus la possibilité d'avoir une ligne interne et une ligne externe, donc tout est résolu.

Puisque toute tentative d'essayer d'expliquer que les choses sont peut-être un peu plus compliquées, a été jugée par le président comme « du travail inutile » et la commission l'a suivi en disant que le débat est « nuisible et dommageable au parti », cela veut dire que les choses sont simples pour tout le monde, sauf pour moi. Déjà du temps où le président faisait encore un peu semblant de travailler au programme, j'ai dit lors d'un Bureau Politique que selon moi, personne ne savait ce qu'il devait faire pour ce programme, il m'a répondu que j'étais la seule pour qui ce n'était pas clair.

Je trouve vraiment nuisible pour le parti que quelqu'un d'aussi con reste encore à la direction.

Vous n'aurez donc sans doute aucune difficulté pour trouver quelqu'un de plus malin pour me remplacer et de plus, la démocratie y gagnera certainement, puisque dorénavant on écouterait les syndicalistes du parti.

« We vinden dus inderdaad dat er al genoeg tijd verloren werd », voilà le jugement de la commission. Elle avait le droit et le devoir de défendre ce point de vue au Comité Central ; au lieu de cela elle a organisé un simulacre de débat.

Le responsable de la commission m'a même dit que le résultat le plus important de ce Comité Central était qu'on avait voté que je dirigeais le parti ! Et qu'est-ce que je fais d'autre depuis huit ans ? Le message est clair : ferme-la et travaille. Le reste ne nous intéresse pas.

J'ai écrit dans mes textes que j'avais besoin de cette discussion pour ne pas devenir folle. Au Bureau Politique de fin août, j'ai dit clairement au président : « c'est moi qui tu dois convaincre ». J'ai dit honnêtement tout ce que je pensais, et tout ce que j'ai écrit était strictement basé sur des documents officiels du parti. Je ne parle même pas des choses non officielles. Puisqu'on refuse ce débat, et que je n'ai nullement l'intention de devenir folle, ni d'intégrer comme jugement de moi-même que je suis la dernière des imbéciles, je refuse de prendre encore la responsabilité finale du parti tel qu'il est en ce moment. Vous ne pensez quand même pas que je vais aller dire aux gens qu'il m'a fallu quatre mois pour changer quatre phrases à la résolution du 30 juin ?

Prenez vos responsabilités et allez dire au parti que la secrétaire générale a paralysé le parti pendant quatre mois avec un débat « inutile et nuisible », mais que, heureusement, le président a sauvé le parti du révisionnisme. Allez expliquer au Comité Central que la commission estimait ce débat « inutile et nuisible » et qu'on a donc joué une petite comédie pendant une journée. Je pense que tout le monde sera ravi de cette nouvelle conception de la démocratie au plus haut niveau.

Document 3 :

Au Bureau Politique

NRR 09.11.03

La plupart des membres du Bureau Politique estiment que je fais preuve d'individualisme (refus de centraliser les rapports), d'apriorisme, d'éclectisme, de tout refus d'autocritique et de manque de démocratie.

Ma démarche depuis le jour des élections a été :

1. Au premier Comité Central, je me suis opposée à la position (celle de LV) qui proposait de continuer les trois expériences jusqu'en 2004 et de faire le bilan après, comme aux positions qui demandaient une position rapide du Comité Central. J'ai au contraire défendu la position d'un débat à fond, qui associe tout le parti, et qui prenne son temps. Le Comité Central a retenu cette proposition.
2. Le schéma de la résolution du 16 juin a été élaboré par un travail collectif de tout le Bureau Politique pendant trois jours de conclave et adopté à l'unanimité.
3. Le projet du 16 juin a été élaboré après lecture de ma part de tous les rapports que j'avais en ma possession. Il a été amendé après discussion au Comité Central.
4. J'ai proposé que nous ne fassions une résolution définitive de la version du 30 juin qu'après un large débat dans le parti, j'ai aussi proposé les permanences du Bureau Politique directement avec la base.
5. J'ai proposé que des membres du Comité Central archivent pendant les vacances toutes les notes entrées sur le résultat des élections. Ces camarades n'ont pas trouvé d'autres items que les trois parties de la résolution (position de fond sur les élections, conditions d'une stratégie électorale et front). C'est donc que cette résolution centralisait pour l'essentiel correctement les rapports entrés. Je n'y ai même pas mis la question de l'organisation des immigrés, qui est pourtant une question importante pour moi, vu qu'elle ne sortait pas des rapports entrés.
6. J'ai ensuite lu tous les rapports en ma possession sur la résolution du 30 août. J'ai présenté une première synthèse à Natoye, puis j'ai fait une proposition d'orientation pour une nouvelle résolution le 22 août 2003, en vue du Comité Central du 30 août. Dans ce texte, j'affirmais clairement mon intention de « remettre en question les conceptions avec lesquelles je dirige le parti »).
7. La discussion et le travail sur cette proposition d'orientation ont été arrêtés suite aux rapports du 29 août, du 29-30 août, et du 29 août-7 septembre du président. Un Comité Central a été annulé à cause de cela, un Bureau Politique spécial avec le président a eu lieu, un Comité Central a décidé de rappeler le président du Congo, un Comité Central a eu lieu avec lui.
8. Les seules notes qui contestent la partie 1 de la résolution du 30 juin sont celles du président. Presque toutes les citations que j'utilise dans la nouvelle version de la partie 1 de la résolution (la position marxiste sur les élections) ont été relevées et critiquées par des membres du Comité Central en sa présence.
9. J'ai relu tous les textes de Lénine sur l'opportunisme de gauche et l'opportunisme de droite sur la question des élections, à l'aide de l'index des œuvres complètes.
10. Au Comité Central de septembre, le Comité Central a demandé un article de bilan sur Resist. Personne ne s'est présenté pour l'élaboration finale. J'ai fait un projet sur base des trois projets entrés par trois membres du Comité Central, j'ai envoyé mon projet d'article à tous les membres du Comité

Central, aucun membre du Bureau Politique n'a fait des notes sur ce projet, et j'ai contacté personnellement DG sur ses remarques, j'ai téléphoné à Peter pour lui soumettre mes propositions de changement.

Je ne vois pas comment je peux faire plus que cela pour centraliser sur une base démocratique.

Le Bureau Politique refuse de discuter des positions de fond de mon nouveau texte et ne veut pas le diffuser. Il ne s'agirait pas d'une position existant dans le parti. Ces positions sont à la base de toute notre conception du parti et de son rapport avec les masses depuis 1979, elles sont dans la tête de chacun d'entre nous, elles se retrouvent dans la résolution de 1999 de façon explicite.

La position du Bureau Politique revient à gommer ce débat, à faire comme s'il n'a pas eu lieu. Je l'ai déjà dit dans ma note de démission, jamais la base ne croira qu'il ne s'est rien passé entre ma position publique de Natoye (le contenu de mon texte du 22 août) et maintenant, et la base a raison.

La question parti de cadre ou parti de masse est un débat essentiel. Nous avons opté pour un parti de cadre pour les mêmes raisons avec lesquelles nous expliquons toujours nos faibles résultats électoraux. Vouloir reporter ce débat à plus tard (au plus tôt d'après le planning de la commission en janvier 2004), c'est ça qui va provoquer une vraie crise dans le parti (voir mon texte du 22 août sur la possibilité d'une crise). Je ne referai pas l'opération de 1999 où j'ai exprimé mes divergences, comme d'autres membres du Comité Central (en particulier ceux qui avaient dirigé la campagne sur le terrain et s'y étaient engagés à fond), mais où aucun temps n'a été pris pour discuter toutes les divergences à fond.

Les membres du BP qui estiment que mes textes ne centralisent pas les opinions de la base ou présentent une compréhension éclectique de Lénine ont le droit et le devoir de présenter des thèses alternatives sur base des rapports de la base et du marxisme-léninisme. Ainsi le débat pourra avancer et s'enrichir. Que le Bureau Politique désigne un membre chargé d'une réécriture alternative à la mienne de la partie 1 de la résolution du 30 juin, c'est la seule manière d'avancer, et qu'on soumette les deux aux membres du Comité Central (effectifs et suppléants), aux jeunes qui ont fait ou font Polca, ou même à l'ensemble du parti. C'est la seule façon d'être correct avec le parti, de haut en bas.

Je ne participerai pas comme secrétaire générale et membre du Bureau Politique à un débat amputé d'un élément essentiel pour aller au fond des choses.

Personne ne peut savoir aujourd'hui quelle position l'emportera dans le débat, moi-même je ne sais pas si je conserverai la même position si le débat est mené en profondeur. Mais je veux au moins qu'il soit mené. Tous les éléments du débat sont là, il n'y a aucune raison de le reporter.

Chronique d'une démission imprévue

Je ne suis plus secrétaire générale du Parti du Travail de Belgique. Le droit élémentaire d'être organisée dans une cellule de base, tout en maintenant mes opinions, m'a été refusé. Je suis inscrite au chômage depuis le 1^{er} février 2004.

Si quelqu'un m'avait prédit cela le 11 octobre 2003, je l'aurais traité de fou.

Ma confiance dans la direction du parti, le Bureau Politique et le Comité Central était encore totale. Entre le 4 août et le 3 octobre 2003, mon compagnon, également membre du Bureau Politique, et moi-même avons versé 5151 euros de cotisations à notre organe. N'importe quelle personne sensée comprendra que c'est une preuve concrète que notre confiance était totale. Ni lui ni moi-même n'aurions imaginé un seul instant nous retrouver tous les deux au chômage, sans plus aucune fonction dans le parti quelques semaines plus tard.... Et pourtant, c'est arrivé.

Ce qui s'est passé à la direction du PTB est pour moi totalement hallucinant. Et ce qui se passe aujourd'hui, l'orientation politique que prend le parti à travers son organe, ne font que confirmer mes pires craintes.

Je sais qu'il est très difficile pour les membres du parti de comprendre une démission, et certainement encore plus la démission de leur secrétaire générale. Nous sommes tous éduqués dans l'idée que démissionner = trahir.

J'ai espéré que la nouvelle direction du parti finirait quand même par donner au parti une explication décente sur les faits, les vraies raisons de ma démission, et la manière dont elle a été traitée.

On se trouve dans une situation totalement surréaliste où la disparition d'une secrétaire générale est traitée en une phrase dans l'organe du parti, où les membres (dont moi-même) ne disposent d'aucun texte sur papier à ce sujet, où les écrits de la secrétaire générale ne sont pas mis à la disposition des membres. Personne n'est donc à même de se faire une opinion avec sa propre tête. Il est interdit à tous les membres de m'adresser la parole, même mes ami(e)s sont censé(e)s ne plus prendre un verre avec moi. Des gens qui me juraient encore amitié éternelle en décembre 2003 ne prennent plus le risque de m'envoyer un mail pour prendre de mes nouvelles. Sinistre....

J'ai refusé de discuter avec les deux émissaires du Comité Central parce que je n'ai reçu aucune réponse écrite, ni sur ma lettre de démission du 21 octobre, ni sur la lettre du 25 octobre que j'ai envoyée au président, ni sur ma lettre du Où je déclare vouloir reprendre mes

fonctions, ni sur celle du 9 novembre et celle du 18 décembre où je confirme ma démission.

La seule réponse écrite émanant du Comité Central date du 19 janvier.

23 octobre

Quand j'ai écrit au Bureau Politique le 23 octobre que je voulais reprendre mes fonctions, le nouveau secrétaire général faisant fonction, Baudouin Deckers, est passé chez moi (à ma demande) à 17h30. Il a refusé une tasse de café, disant qu'il n'avait que 5 minutes à me consacrer parce qu'il devait prendre un bus pour rentrer chez lui. Il m'a seulement dit une phrase : « Le Bureau Politique est d'accord que tu recommences à travailler ». Il était donc clair pour moi que le Bureau Politique ne tenait pas à ce que je reprenne mes fonctions et que Baudouin Deckers ne souhaitait pas me consacrer plus de 5 minutes.

J'ai dit, par le parlophone, il est vrai, aux deux émissaires du Comité Central, que je les autorisais à publier tous mes textes, même mes bêtises, tant dans le parti qu'à l'extérieur du parti. Pourquoi ne le font-ils pas ?

Ma lettre de démission du 21 octobre était un geste d'indignation et de colère, un geste impulsif de dégoût des méthodes employées à la direction du parti, je parle du président. Revenue à la raison, j'ai écrit au président, puis au Bureau Politique. Puisque ni l'un ni l'autre n'ont jugé utile de me répondre, même pas un accusé de réception, j'en déduis qu'on ne voulait déjà plus de moi.

Quel crime ai-je donc commis ?

Selon moi, je n'ai commis aucun crime. Mais ce sera à ceux qui prendront la peine de lire les textes d'en juger.

Avec le recul, je pense avoir surtout été particulièrement naïve. Sans doute que pour diriger un parti, il faut avoir le sens de la tactique, être sur ses gardes, ne pas trop faire confiance à l'équipe avec qui on travaille tous les jours. Ce n'est pas mon naturel, et je n'ai pas l'intention d'entrer en thérapie sur le sujet.

Dans ce recueil, le lecteur trouvera la chronologie des événements et tous les textes (c'est-à-dire ceux qui sont en ma possession) liés aux événements.

En bref, voici comment moi j'ai vécu l'affaire.

Début juin, j'ai proposé au Bureau Politique de tenir un conclave en internat sur le bilan des élections. Nous avons travaillé ensemble pendant trois jours, mangé fait la vaisselle et dormi au même endroit, dans une excellente ambiance. Le secrétaire du Bureau Politique a réparti parmi tous les membres tous les rapports dont nous disposions à l'époque.

Chacun a dû en lire une partie et dire quelles conclusions il en tirait. La structure et le contenu de la résolution du 30 juin ont donc été élaborés collectivement.

Le président a reçu le projet de résolution que j'ai rédigé le 13 juin 2003, avec une note lui demandant de me contacter s'il n'était pas d'accord. Je devais envoyer le projet aux membres du Comité Central le 16 juin, et je lui ai donc demandé de me contacter pendant le week end s'il avait des objections de fond sur l'orientation. Aucune réaction.

Nous avons donc continué sur cette base, d'abord avec le Comité Central, puis avec tout le parti pendant les mois de juillet et août. Le 22 août, j'ai fait une proposition de réorientation de la résolution sur base de toutes les discussions qui avaient été menées par le parti. Cela devait être discuté au Comité Central du 30 août.

Le 29 août, à la stupéfaction générale des membres du Bureau Politique, le président nous balance un texte, disant que la résolution du 30 juin met le parti sur la voie du révisionnisme, modèle PCF et PCI. Remarquez que le président est la première personne à avoir reçu le projet de résolution, et il lui a fallu deux mois et demi pour découvrir le danger de révisionnisme....

Dans le but de ne pas diviser le parti au sommet, je propose au Bureau Politique de reporter le Comité Central prévu le lendemain, et de le remplacer par une réunion du Bureau Politique avec le président pour essayer d'aplanir les divergences et de se mettre d'accord.

Cette réunion a lieu. Après discussion avec le président (qui repart au Congo le lendemain), nous décidons de commun accord que je vais rédiger une nouvelle résolution de compromis, que je la lui enverrai au Congo en PGP pour le mardi matin au plus tard. Il s'engage à la lire et à l'amender pour le Comité Central qui a été reporté au 3 septembre.

Je lui envoie, je reçois de Raoul la confirmation qu'il l'a bien reçue, mais le président ne réagit pas ; par contre, le 8 septembre, il m'envoie une nouvelle critique du révisionnisme. J'en déduis donc qu'il ne veut pas de compromis.

J'élabore donc toutes mes divergences avec les positions du président. Les deux positions sont envoyées aux membres effectifs du Comité Central pour une réunion fin septembre.

Pour ceux qui me connaissent un peu, inutile de dire que j'étais particulièrement stressée. Le 24 septembre, en toute confiance, je dis au Bureau Politique que je ne me sens pas capable de diriger ce débat sereinement pour deux raisons :

1. Il me semble difficile de diriger correctement un débat quand on est partie prenante
2. Je suis fâchée sur le président, qui a attendu deux mois et demi pour réagir sur la résolution, alors que nous avions convenu qu'il

la lirait avant que je l'envoie aux membres du Comité Central. Je suis aussi fâchée sur lui parce qu'il ne tient aucun de ses engagements pour le parti.

Nous décidons tous ensemble au Bureau Politique de désigner une commission parmi nous qui se portera garante pour deux choses :

1. Que le débat entre le président et la secrétaire générale sera mené de manière correcte.
2. Que le débat sera organisé de manière telle à ne pas paralyser la pratique du parti

Le 28 septembre, le Comité Central vote, avec seulement une voix contre, que le débat est tellement important pour le parti qu'il faut que le président revienne du Congo pour y participer. Notez que la seule voie contre estimait aussi que le débat était important, mais qu'on pouvait le mener sans le président.

Le Comité Central avec le président a lieu le 12 octobre. On assiste à un simulacre de débat, le président répond à très peu de choses, du bout des lèvres. On vote finalement que la secrétaire générale dirige le parti et que le président reste le président.

Je ne comprenais rien à ce qui se passait. Toute la semaine qui a suivi, je me suis sentie très mal à l'aise. Un autre membre du Bureau Politique, par ailleurs mon compagnon, demande des explications sur ce qui s'est passé aux membres de la commission. L'un d'eux lui répond honnêtement, sur papier, que la commission a décidé avec le président que le débat ne pouvait pas être mené, qu'il était nuisible au parti. Quand j'ai lu cela, j'ai compris, passez-moi l'expression, que je m'étais fait entuber, et j'ai écrit ma lettre de démission.

Et puis tout est allé très vite. Vous pouvez vous en rendre compte dans les différentes lettres que j'ai écrit par la suite.

Aujourd'hui, il me semble très clair que la nouvelle direction du parti a décidé de liquider toutes les orientations que j'ai voulu impulser dans le parti avec le 7^{ème} congrès. Des lecteurs assidus de Solidaire, non-membres du parti, m'ont déjà fait cette réflexion.

En élaborant mes réponses au président, j'étais enthousiaste et de plus en plus convaincue de la nécessité d'un débat de fond dans le parti, débouchant sur un nouveau programme révolutionnaire et communiste, comportant une stratégie à moyen et long terme.

En taxant ce débat de « nuisible » au parti, le président et la commission ont commis une grave erreur. Et les conséquences ne se sont pas fait attendre.

Le président voulait mettre en garde contre le révisionnisme « à la PCF » ? Et bien maintenant, les 5 (ou 6) « priorités » de la campagne électorale sont moins à gauche que celles de la campagne du PCF en

France et moins révolutionnaire que celle des trotskistes (les sondages prévoient de 10 à 15% des voix pour eux !).

La direction actuelle prétend que ces priorités découlent de la « ligne de masse », mais elles ont été fixées avant que l'enquête soit clôturée et avant toute consultation des membres...

La direction actuelle prétend qu'il n'y avait pas de programme en 2003, c'est faux, il y en avait un et les cinq autres « priorités » de 2003 que la direction a laissé tomber sont : la sécurité au travail, la défense des droits syndicaux, la lutte pour la paix et le soutien à la résistance du tiers monde, la lutte pour l'égalité et contre la discrimination raciste et le soutien aux pays socialistes ! Vive la « ligne de masse ». Déjà dans l'enquête de 2000, si mes souvenirs sont bons, la question de la paix était la troisième préoccupation des gens.

Il fallait démolir l'initiative Resist jusqu'à la dernière miettes. Résultat : le parti a été totalement absent du débat et du combat sur le droit de vote, premier sujet de discussion en Flandre le mois passé... Vive la « ligne de masse ». Et pourtant le parti avait accumulé avec Objectif des tonnes d'arguments et d'alliés sur cette question... Nous avons été moins actifs dans cette question que le PS et moins « rebelle » que le prince Laurent. Triste constat...

Le parti va lancer « une offensive générale contre le gouvernement Verhofstadt ». Et comment ? en retournant aux usines et à Amada... Avec quelles forces, quels alliés, quel programme ? On parle de la grève de 60-61, mais a-t-on déjà pensé à ce que représentait le PCB à l'époque ? Il avait la direction des plus grandes délégations syndicales et des élus à tous les niveaux !

La direction ne semble même pas consciente que nous allons vers des élections régionales et européennes en juin 2004. Au moins, pendant les élections de 2000, nous étions conscients que nous allions à des communales !

Dans sa hargne (incompréhensible pour moi) à démolir toutes les orientations que j'avais impulsées ou que je voulais impulser, la nouvelle direction est très vite tombée très bas.

Puisqu'on a refusé un débat de fond, nous voilà à nouveau condamnés à nos traditionnels « zigzag » tactiques, un coup à droite, un coup à gauche, et une succession infinie de critiques et d'autocritiques ennuyeuses qui intéressent de moins en moins de monde.

Nous avons l'occasion de mener un débat essentiel, avec l'ensemble du parti, dans une période calme de la lutte des classes dans notre pays, avec un président et une secrétaire générale encore en vie et en bonne santé, non seulement nous avons raté cette occasion, mais de plus avec des méthodes impardonnables entre communistes.

Nadine Rosa-Rosso, le 25 février 2004

Document 5 :

PTB

Parti du Travail de Belgique

Bd M. Lemonnier 171
1000 Bruxelles
Tél.: 02 50 40 111
Fax: 02 513 98 31

BUREAU POLITIQUE

Bruxelles, le 23 avril 2004

A: Nadine Rosa-Rosso

Le Comité Central du PTB, en réunion le 3 avril 2004, a pris connaissance des infractions inadmissibles, tant contre l'unité que la sécurité du Parti, commises par vous-même et l'ex-responsable de la politique de cadres.

Une Commission de contrôle, élue avec unanimité par le Comité Central, a contrôlé et confirmé les preuves de ces infractions.

Le Comité Central affirme que la direction se comporterait de façon tout à fait irresponsable, si elle ne mettait pas tout en oeuvre pour protéger l'unité et la sécurité du Parti en sanctionnant fermement les activités anti-parti de la fraction. En exécution de cette décision vous êtes rayée comme membre du Parti.

Les infractions aux statuts qui ont été constatées ne concernent pas seulement le fractionisme comme il est défini dans le statut n° 34, mais également le statut n° 28 qui stipule que tous les membres du parti respectent une même discipline, le statut 29 qui stipule que chaque individu est soumis à l'organisation et qu'en conséquence chaque membre doit défendre à son mieux le parti et les positions officielles qui ont été approuvées par le congrès et le Comité Central; le statut 30, qui stipule que la minorité respecte et exécute les décisions de la majorité et enfin le statut 33, qui stipule que la consolidation de l'unité du parti et la lutte contre le scissionnisme est un principe communiste fondamental.

Il a également été décidé, que tous les cadres et membres qui prennent part ou ont pris part au fractionisme seront sanctionnés en tenant compte de leur niveau organisationnel, de leur part dans la fraction, leur sincérité ou leur manque d'autocritique à ce sujet.

En vertu du statut 36 chacun a le droit d'aller en appel contre la sanction prise. L'appel doit être introduit auprès du Comité Central. Il sera traité par la Commission de contrôle qui en dressera un rapport pour le Comité Central et la personne concernée.

Document 6 :

Le Conseil national



Alice Bernard, °1961



Axel Bernard, °1978



Mie Branders, °1964



Jef Bruynseels, °1949



Brecht Bruynsteen, °1981



Claudia Chin, °1988



Jo Cottenier, °1947



Bert De Belder, °1960



Dirk De Block, °1974



Aurélie Decoene, °1983



Tom De Meester, °1975



Katrien Demuyne, °1959



Françoise De Smedt, °1975



Filip Desmet, °1955



Kim De Witte, °1977



Mathilde El Bakri, °1985



Ivo Flachet, °1974



Jan Hasaers, °1967



Raoul Hedeboom, °1977



Laura Leon Fanjul, °1984



Herwig Lerouge, °1946



Peter Mertens, °1967



Germain Mugemangango, °1973



Lydie Neufcourt, °1955



Nadine Peeters, °1971



Benjamin Pestieau, °1977



David Pestieau, °1969



Lizz Printz, °1984



Damien Robert, °1978



Janneke Ronse, °1982



Han Soete, °1968



Wouter Van Damme, °1972



Sander Vandecapelle, °1987



Lise Vandecasteele, °1982



Joris Van Gorp, °1952



Riet Verspreet, °1953



Thierry Warmoes, °1964

Extraits des entretiens

Anonyme 3 (Province de Namur) :

« Je suis rentré au PTB vers 2010-2011. Leurs idées me plaisaient bien. Je ne travaillais pas, j'étais au chômage. Dans un premier temps, j'ai pris ma carte de membre, mais je suis resté un peu en retrait pour voir ce qu'il faisait, et puis après plus ou moins un an, je me suis un peu plus investi [...] et alors en 2012, je me suis présenté aux élections [REDACTED], là il m'a été donné plusieurs responsabilités. [...] J'avais une certaine liberté au début, mais une fois que j'ai commencé à monter le groupe sur [REDACTED], en 2013, avec quelques affiliés de la région, on a commencé à me mettre des bâtons dans les roues. [...] À partir des élections de 2014, ça a posé des problèmes. Je me suis présenté aux [REDACTED] cette fois-ci, tête de liste à la base. [...] On a commencé à me mettre des bâtons dans les roues, parce qu'on ne voulait pas que [REDACTED] se développe, il n'y avait que Namur qui comptait. [...] J'ai démissionné parce qu'on n'avait pas notre mot à dire. C'est là que j'ai commencé à ouvrir les yeux. Je me suis rendu compte qu'il fallait suivre ce qui était décidé plus haut, je ne trouve pas ça très démocratique. [...] Je me suis retiré du groupe de direction de Namur, parce que pour moi, niveau démocratie ce n'était pas ça, pour moi ça démarre du bas et ça va jusqu'au-dessus, et pas donner des ordres comme ça. [...] Ce n'est pas du tout pour des raisons idéologiques que j'ai quittées le PTB. [...] On doit être des petits moutons, on n'a pas notre mot à dire. [...] Ma décision de démissionner ne s'est pas faite sur un coup de tête, elle a été mûrement réfléchi. Déjà en 2013, j'ai quitté le parti durant deux mois. J'ai pris les vacances pour réfléchir. Quand je suis revenu, j'avais mon mot à dire, tout était bien, tout était rose, puis ça a recommencé, la dictature interne... »¹¹⁸

Anonyme 4 (Province du Hainaut) :

« En 2008, j'étais là au congrès, je m'en souviens. Ensuite, j'ai participé à des groupes de base, des réunions, j'ai essayé de monter un groupe et tout ça et puis il y a des choses qui se sont passées en interne qui font que j'ai lâché. [...] C'est un management politique ridicule, quoi. Je connais le management via mon boulot, je travaille en [REDACTED]. Je ne peux pas accepter de me retrouver dans une organisation avec une alternative et me retrouver avec la même pression, sauf que ça change de visage, quoi [...] Parlons des statuts. Les présidents de groupes de base sont censés avoir un pouvoir décisionnaire, mais souvent ces avis sont dirigés, on te prémâche le truc. Tu n'auras pas une discussion de fond. Logiquement, avec 2008, la structure devait être démocratisée, mais elle ne l'est pas. Pour moi, le fonctionnement est encore très ancien, sur des bases maoïstes etc., ou tu adoptes l'idéologie du parti, ou tu en es marginalisé. Ça reste une ancienne vision de faire. [...] Les statuts sont assez explicites. Il doit y avoir tout un système d'élections, etc. Les groupes de base sont censés définir la ligne politique du parti, quoi, et en fait ce n'est pas du tout respecté. Du moment où, avec certains, on a mis le doigt là-dessus, de manière légitime je pense, on a été écarté totalement. Il y a eu une purge intégrale. [...] J'ai été sur les listes électorales en [REDACTED], deux ou trois fois, aux [REDACTED], dans le Hainaut. [...] Moi mon problème avec eux, c'est leur mode de fonctionnement, où tu es censé prendre part à un projet politique pour une émancipation et au final elle n'est pas là, tu te retrouves avec un

¹¹⁸ Entretien réalisé en novembre 2017 à Namur.

système de pression [...]. Bien que je sois d'accord avec ce qu'ils dénoncent, dans leur mode de fonctionnement, c'est non...»¹¹⁹

Anonyme 5 (Province du Brabant wallon) :

« J'ai très vite été intégré dans la dynamique du mouvement Comac à [REDACTED] et j'ai également été assez vite promu en tant que chef de groupe de base. Je suis devenu un membre très actif. Je suis resté chez Comac de 2008 à 2011. J'ai progressé, en commençant d'abord à essayer d'élargir le nombre de membres sur le campus et j'ai fini en tant que responsable [REDACTED] [REDACTED] avec une présence en direction nationale. [...] J'ai décidé, après quelques années, de quitter COMAC car je n'appréciais plus la manière dont on travaillait en interne, c'est-à-dire que COMAC et le PTB travaillent avec un système managérial très bien rôdé qui, tout comme une entreprise privée, cherche à faire du profit et du résultats, non pas en termes de chiffres, mais en termes de membres, d'élargissement du mouvement, et je trouvais que cette recherche de l'élargissement à tout prix et ce côté très managérial faisait perdre l'aspect humain d'un mouvement qui est censé être basé sur un esprit de solidarité. J'ai quitté vers 2011. [...] Ensuite, je m'en suis rapproché vers 2014 parce que j'étais frustrée de ne pas avoir pied dans un mouvement politique. [...] J'ai été trouvé un responsable du PTB que je connaissais avec la demande de pouvoir créer un groupe de base en Brabant Wallon, non plus un groupe d'étudiants, mais un groupe hétéroclite de travailleurs, etc. La demande a été accueillie favorablement sauf que 2014 = élections. L'objectif du PTB était clairement de conquérir des terres électorales, et donc la proposition qui m'a été faite a été de me mettre sur les listes pour les élections [REDACTED]. Ce n'était pas mon objectif à la base, mais j'ai accepté, avec l'idée aussi, du moins c'est ce que le parti avait réussi à me faire croire, que les élections seraient l'occasion de créer une dynamique locale et d'élaborer des groupes de base. Les élections se sont faites, on a eu une dynamique locale assez intense durant cette période-là. Mais j'ai décidé après les élections de requitter le parti dans le sens où j'y avais malheureusement retrouvé une politique managériale désagréable. [...] Lorsque nous avons des réunions, on établissait avec nos membres des objectifs stratégiques, mais il faut savoir en fait que ces objectifs stratégiques sont toujours définis à l'avance par les responsables de groupe de base et qu'il n'y a donc pas vraiment de suites données aux initiatives des membres, parce qu'en gros on dit aux membres : « mais de toute façon, on a déjà réfléchi à ce qui était le mieux à faire ». Donc, on demande aux membres d'appliquer ce qui a été décidé plus haut, « on sait mieux que vous ». [...] Le PTB, ce n'est pas du *bottom-up*, c'est que du *top-down*. Le haut qui décide, le bas qui exécute. La déstalinisation, c'est une question d'image. En haut, ce sont toujours les mêmes, la dynastie. »¹²⁰

¹¹⁹ Entretien réalisé le 27 octobre 2017 à Nivelles.

¹²⁰ Entretien réalisé le 27 octobre 2017 à Nivelles

2. Internationalisme prolétarien (annexes)

Document 1 :

20th International Communist Seminar
Brussels, 13-15 May, 2011
www.icsbrussels.org, ics@icsbrussels.org
The strengthening of the communist parties
in times of a deepening capitalist systemic crisis

Resolution on US imperialism in the Korean Peninsula
(Draft, 5 May 2011)

The undersigned, Communist and Workers' parties, participating at the 20th Brussels International Communist Seminar of 13-15 May 2011, condemn the aggressive and provoking operations of the US imperialists against the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

The grave violent incidents around the Korean peninsula, occurred in November of the year 2010, have shown that US imperialism is the instigator of the increasing tensions and threat of war. The large-scale military manoeuvres "Key Resolve" in March 2011 and "Foal Eagle" in April, in which participated 12,800 US soldiers and the aircraft carrier "USS Ronald Reagan CVN-76" included the operational plan of a pre-emptive nuclear attack against the Democratic People's Republic of Korea. The US wants to reinforce their military domination on East Asia. To maintain peace in the region and in the world, it is extremely important to dismantle their bellicose plans. In this context we support the "June 15 Joint Declaration" of 2000 and "October 4 Joint Declaration" of 2007, reflecting the will of the Korean people, both North and South, of the independent and peaceful reunification of the country, of reconciliation, cooperation and exchange. We support the January 5, 2011, appeal of the DPRK government, political parties and organizations to open unconditionally a wide-range dialogue and negotiations with the political parties and organizations of South Korea, including its authorities.

The Korean people can reach its independent reunification only without US interference and threats. That means that all US troops and bases must be withdrawn from Korea. The US must sign a peace treaty with the DPRK and definitely put an end to the Korean War, after the cease-fire of 1953.

We, delegates from Communist and Workers' Parties, participants of this Seminar, wish success and extend our firm solidarity to the Worker's Party of Korea and the Korean People in the important struggle of peace on the Korean peninsula, in Northeast Asia and the whole world.

List of signatories

1. **Albania**, Communist Party of Albania
2. **Azerbaijan**, Communist Party of Azerbaijan
3. **Belarus**, For the Union and the Communist Party of the Union
4. **Belgium**, Workers' Party of Belgium
5. **Brazil**, Partido Comunista do Brasil (PCdoB)
6. **Brazil**, Partido Pátria Livre

Document 2 :

20th International Communist Seminar Brussels, 13-15 May, 2011

www.icsbrussels.org, ics@icsbrussels.org

The strengthening of the communist parties in times of a deepening capitalist systemic crisis

Resolution on US imperialism in the Korean Peninsula

The undersigned, Communist and Workers' parties, participating at the 20th Brussels International Communist Seminar of 13-15 May 2011, condemn the aggressive and provoking operations of the US imperialists against the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

The grave violent incidents around the Korean peninsula, occurred in November of the year 2010, have shown that US imperialism is the instigator of the increasing tensions and threat of war. The large-scale military manoeuvres "Key Resolve" in March 2011 and "Foal Eagle" in April, in which participated 12,800 US soldiers and the aircraft carrier "USS Ronald Reagan CVN-76" included the operational plan of a pre-emptive nuclear attack against the Democratic People's Republic of Korea. The US wants to reinforce their military domination on East Asia. To maintain peace in the region and in the world, it is extremely important to dismantle their bellicose plans.

In this context we support the "June 15 Joint Declaration" of 2000 and "October 4 Joint Declaration" of 2007, reflecting the will of the Korean people, both North and South, of the independent and peaceful reunification of the country, of reconciliation, cooperation and exchange. We support the January 5, 2011, appeal of the DPRK government, political parties and organizations to open unconditionally a wide-range dialogue and negotiations with the political parties and organizations of South Korea, including its authorities.

The Korean people can reach its independent reunification only without US interference and threats. That means that all US troops and bases must be withdrawn from Korea. The US must sign a peace treaty with the DPRK and definitely put an end to the Korean War, after the cease-fire of 1953.

We, delegates from Communist and Workers' Parties, participants of this Seminar, wish success and extend our firm solidarity to the Korean People in the important struggle of peace on the Korean peninsula, in Northeast Asia and the whole world.

Document 3 :



Ce site est inaccessible

Impossible de trouver l'adresse IP du serveur de **www.icseminar.org**.

- Essayez avec <http://www.icseminary.org/>
- Effectuez une recherche Google sur [seminar org](#).

ERR_NAME_NOT_RESOLVED

Actualiser

Document 4 :

5 IMCWP, List of participants

Written by The SolidNet Team

Friday, 20 June 2003 00:00 - Last Updated Wednesday, 30 October 2013 12:45

The Movements Against the War and the Capitalist

Globalisation, and the Communists"

19-20 June 2003, Athens

5 IMCWP, List of participants

Written by The SolidNet Team

Friday, 20 June 2003 00:00 - Last Updated Wednesday, 30 October 2013 12:45

Communist Party of Austria

Democratic Progressive Tribune Bahrein

Workers' Party of Belgium

Communist Party of Brazil

Communist Party of Britain

New Communist Party of Britain

Document 5 :

6 IMCWP, List of Participants

Written by The SolidNet Team

Sunday, 10 October 2004 00:00 - Last Updated Wednesday, 30 October 2013 12:59

International Meeting Communist and Workers' Parties

"Resistance to Imperialist Aggressiveness. Fronts of Struggle and Alternatives"

8-10 October 2004, Athens

Parties Participated

6 IMCWP, List of Participants

Written by The SolidNet Team

Sunday, 10 October 2004 00:00 - Last Updated Wednesday, 30 October 2013 12:59

Workers' Party of Belgium

Communist Party of Brazil

New Communist Party of Britain

Bulgarian Communist Party "Georgi Dimitrov"

Communist Party of Bulgaria

Communist Party of Canada

Document 6 :

7 IMCWP, List of participants

Written by The SolidNet Team

Sunday, 20 November 2005 00:00 - Last Updated Wednesday, 30 October 2013 13:14

International Meeting of Communist and Workers' Parties

"Current Trends In Capitalism: Economic, Social And

Political Impact. The Communists' Alternative"

Athens, 18-20 November, 2005

7 IMCWP, List of participants

Written by The SolidNet Team

Sunday, 20 November 2005 00:00 - Last Updated Wednesday, 30 October 2013 13:14

Communist Party of Australia

Communist Party of Austria

Democratic Progressive Tribune, Bahrain

Communist Party of Belarus

Workers Party of Belgium

WCP of Bosnia & Herzegovina

Document 7 :

8 IMCWP, List of participants

Written by The SolidNet Team

Sunday, 12 November 2006 00:00 - Last Updated Wednesday, 30 October 2013 14:42

International Meeting of Communist and Workers' Parties

"Dangers and Potentialities of the International Situation. The Imperialist Strategy and the Energy Issue, the People's Struggle and the Experience of Latin America, the Prospect of Socialism."

10-12 November 2006, Lisbon, Portugal

Parties Participated

PADS, Algeria

Communist Party of Armenia

8 IMCWP, List of participants

Written by The SolidNet Team

Sunday, 12 November 2006 00:00 - Last Updated Wednesday, 30 October 2013 14:42

Workers' Party of Belgium

Communist Party of Bolivia

Communist Party of Brazil

Communist Party of Britain

New Communist Party of Britain

Communist Party of Bulgaria

Document 8 :

10 IMCWP, Participants [En.,Pt.]

Written by Communist Party of Brazil
Friday, 28 November 2008 09:23 -

<http://www.pcdob.org.br> , <mailto:internacional@pcdob.org.br>

10th International Meeting of Communist and Workers' Parties

Participants

1. Algeria – Algerian Party for Democracy and Socialism - PADS

2.

Argentina – Communist Party of Argentina

3.

Belarus - Communist Party of Belarus

4.

Belgium – Workers' Party of Belgium

5.

Bolivia - Communist Party of Bolivia

6.

Brazil – Communist Party of Brazil – PCdoB

7.

Brazilian Communist Party– PCB

8.

Bulgaria - Communist Party of Bulgaria

Document 9 :

11 IMCWP, List of Participants [En.]

Written by CP of India [Marxist] & CP of India
Wednesday, 02 December 2009 00:00

List of Participants

1. Communist Party of Argentina
2. Communist Party of Australia
3. Communist Party of Bangladesh
4. Workers' Party of Belgium
5. Communist Party of Brazil
6. Brazilian Communist Party (PCP)
7. Communist Party of Britain
8. Communist Party of Canada
9. Communist Party of China
10. Communist Party of Cuba
11. AKEL
12. Communist Party of Bohemia and Moravia
13. Workers Party of Korea
14. Communist Party of Denmark
15. Communist Party in Denmark
16. Communist Party of Finland
17. French Communist Party
18. German Communist Party
19. Communist Party of Greece
20. Peoples Progressive Party of Guyana
21. Hungarian Communist Workers Party
22. Communist Party of India (Marxist)
23. Communist Party of India
24. Tudeh Party of Iran
25. Communist Party of Iraq
26. Communist Party of Ireland
27. Communist Party of Israel
28. Party of the Italian Communists
29. Communist Refoundation Party
30. Party of the Communists of Kyrgyzia
31. Lao People's Revolutionary Party
32. Socialist Party of Latvia
33. Lebanese Communist Party
34. Communist Party of Luxembourg
35. Communist Party of Mexico
36. Communist Party of Nepal (United Marxist Leninist)
37. New Communist Party of Netherlands
38. Communist Party of Norway
39. Communist Party of Pakistan
40. Palestinian Communist Party
41. Palestinian People's Party

Document 10 :

12 IMCWP, List of Participants

Written by South African Communist Party
Thursday, 09 December 2010 00:00

12TH INTERNATIONAL MEETING OF THE COMMUNIST AND WORKERS PARTIES (IMCWP)

FINAL LIST OF PARTICIPANTS

1. Communist Party of Argentina
2. Communist Party of Australia
3. Communist Party of Bangladesh
4. Workers' Party of Belgium (PTB/WPB)
5. Brazilian Communist Party (PCB)
6. Communist Party of Brazil (Pcodb)
7. Communist Party of Britain
8. Communist Party of Bulgaria
9. Communist Party of Canada
10. Communist Party of China[1]
11. Communist Party of Cuba (PCC)
12. Progressive Party of the Working People (AKEL)
13. Communist Party of Denmark
14. Communist Party in Denmark
15. Communist Party of Finland
16. French Communist Party
17. German Communist Party (DKP)
18. Communist Party of Greece (KKE)
19. Communist Party of India (CPI)
20. Communist Party of India-Marxist (CPI-M)
21. Iraqi Communist Party
22. Communist Party of Ireland
23. Workers' Party of Ireland
24. Communist Party of Israel

Document 11 :

13 IMCWP, Parties Participated [En.]

Written by Communist Party of Greece
Monday, 12 December 2011 15:33

13th International Meeting of Communist and Workers' Parties Athens, December 9-11, 2011

SOCIALISM IS THE FUTURE! *The international situation and the experience of the communists 20 years after the counterrevolution in the USSR. The tasks for the development of the class struggle in conditions of capitalist crisis, imperialist wars, of the current popular struggles and uprisings, for working class-popular rights, the strengthening of proletarian internationalism and the anti-imperialist front, for the overthrow of capitalism and the construction of socialism.*

Party

1. Communist Party of Albania
2. PADS, Algeria
3. Communist Party of Australia
4. Communist Party of Azerbaijan
5. Communist Party of Bangladesh
6. Workers' Party of Bangladesh
7. Workers' Party of Belgium
8. Brazilian Communist Party
9. Communist Party of Brazil

Document 12 :

14 IMCWP, Parties Participated [En.]

Written by Lebanese Communist Party
Monday, 03 December 2012 12:45

14th International Meeting of Communist and Workers' Parties (IMCWP)

“Strengthen the struggles against escalating imperialist aggressiveness,

for satisfying peoples’ socio-economic-democratic rights and aspirations, for socialism”.

Beirut, Lebanon, 22 to 25 November 2012

- 1- Parti Algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS)
- 2- Communist Party of Azerbaïdjan
- 3- Democratic Progressive Tribune (Menbar) of Bahrain
- 4- Workers' Party of Bangladesh

14 IMCWP, Parties Participated [En.]

Written by Lebanese Communist Party
Monday, 03 December 2012 12:45

5- Communist Party of Bangladesh

6- Communist Party of Belarus

7- Workers' Party of Belgium (PTB)

8- Brazilian Communist Party (PCB)

9- Communist Party of Brazil (PC do B)

10- Communist Party of Britain

11- Communist Party of Canada

12- Communist Party of China

13- Socialist Workers' Party of Croatia

14- Cuban Communist Party

15- AKEL- Cyprus

Document 13 :

15 IMCWP, List of participants

Written by The SolidNet Team
Monday, 11 November 2013 13:10

15TH INTERNATIONAL MEETING OF COMMUNISTS AND WORKERS' PARTIES

8 - 10 NOVEMBER 2013, LISBON

The deepening crisis of capitalism, the role of the working class and the Communists' tasks in the struggle for workers' and peoples' rights. Imperialism's offensive, the realignment of forces on the international level, the national question, class emancipation and the struggle for socialism

- PADS (Algeria)
- Communist Party of Argentina
- Communist Party of Azarbeijan
- Communist Party of Australia
- Democratic Progressive Tribune (Bahrain)
- Workers' Party (Belgium)
- Communist Party of Belarus
- Communist Party of Brazil
- Brazilian Communist Party
- Communist Party of Britain
- Communist Party of Bulgaria
- Communist Party of Canada
- Communist Party of Bohemia and Moravia
- Communist Party of Chile
- Communist Party of China
- AKEL (Cyprus)
- Workers' Party of Korea
- Communist Party of Cuba
- Communist Party of Denmark
- Communist Party in Denmark
- Egyptian Communist Party
- Communist Party of Equador
- Communist Party of Finland
- French Communist Party
- Unified Communist Party of Georgia

Document 14 :

16 IMCWP, List of Participants

Written by The SolidNet Team

Saturday, 29 November 2014 10:30 - Last Updated Wednesday, 07 January 2015 12:13

16th International Meeting

of Communist and Workers' Parties

13th-15th November 2014, Guayaquil, Ecuador

"The role of Communist and Workers' Parties in the struggle against imperialism and capitalist exploitation – which causes crises and wars and gives rise to fascist and reactionary forces. For workers' and peoples' rights and for national and social emancipation; for socialism!"

- Communist Party of Australia
- Communist Party of Argentina
- Democratic Progressive Tribune, Bahrain
- Workers' Party, Belgium
- Communist Party of Belarus
- Communist Party of Bolivia
- Brazilian Communist Party
- Communist Party of Brazil
- Communist Party of Britain
- Communist Party of Canada
- Communist Party of China
- Colombian Communist Party
- People's Vanguard Party, Costa Rica
- Communist Party of Cuba
- AKEL, Cyprus
- Communist Party Bohemia & Moravia, Czech Republic
- Communist Party in Denmark
- Communist Party of Denmark
- Communist Party of Ecuador
- Communist Party of Finland
- French Communist Party
- German Communist Party

Document 15 :

17 IMCWP, List of Participants

Written by The SolidNet Team

Thursday, 05 November 2015 15:10 - Last Updated Saturday, 05 November 2016 11:16

17 IMCWP, List of Participants



17 IMCWP, List of Participants

Written by The SolidNet Team

Thursday, 05 November 2015 15:10 - Last Updated Saturday, 05 November 2016 11:16

1. Algerian Party for Democracy and Socialism

2. Communist Party of Argentina

3. Communist Party of Azerbaijan

4. Workers' Party of Bangladesh

5. Workers' Party of Belgium

Document 16 :

18 IMCWP, List of Participants

Written by The SolidNet Team
Saturday, 05 November 2016 11:01 -

18 IMCWP, List of Participants

1. Algerian Democratic and Socialist Party
2. Communist Party of Argentina
3. Party of Labour of Austria
4. Communist Party of Australia
5. Workers Party of Bangladesh
6. Communist Party of Belarus
7. Workers' Party of Belgium
8. Brazilian Communist Party
9. Communist Party of Brazil
10. Communist Party of Britain
11. Communist Party of Canada
12. Communist Party of Chile
13. Communist Party of China
14. Communist Party of Cuba
15. AKEL
16. Communist Party of Bohemia and Moravia
17. Communist Party in Denmark
18. Communist Party of Denmark
19. Communist Party of Ecuador
20. French Communist Party
21. Communist Party of Finland
22. German Communist Party
23. Communist Party of Greece
24. the People's Progressive Party of Guyana
25. Hungarian Workers' Party
26. Communist Party of India
27. Communist Party of India (Marxist)
28. Tudeh Party of Iran
29. Iraqi Communist Party
30. Communist Party of Ireland
31. Workers Party of Ireland
32. Communist Party of Israel
33. Jordanian Communist Party
34. Workers' Party of Korea
35. Lao People's Revolutionary Party
36. Lebanese Communist Party

Document 17 :

**LIST OF PARTICIPANTS OF THE 19th INTERNATIONAL MEETING OF COMMUNIST AND WORKERS' PARTIES,
St. PETERSBURG 1-4 NOVEMBER 2017 (in accordance with the Russian alphabet).**

**СПИСОК УЧАСТНИКОВ 19-й МЕЖДУНАРОДНОЙ ВСТРЕЧИ КОММУНИСТИЧЕСКИХ И РАБОЧИХ ПАРТИЙ.
САНКТ – ПЕТЕРБУРГ 1-4 НОЯБРЯ 2017 г. (в соответствии с русским алфавитом)**

№	Страна	Название партии	Name/s of the delegates	ФИО делегатов
1	Australia <i>Австралия</i>	Communist Party of Australia КОММУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ АВСТРАЛИИ	Robert Martin Briton – Secretary General David Paul Matters – Vice– President Daniel James Crumlin – Maritime Branch Lionel Joseph Deakin – Maritime Branch	Роберт Мартин Брайтон – Генеральный секретарь Дэвид Пол Мэттэрс – Вице- президент Дэниэл Джеймс Крамли – Отделение Мэритайм Лайнел Жозеф Дикин – Отделение Мэритайм
2	Austria <i>Австрия</i>	Party of Labour of Austria ПАРТИЯ ТРУДА АВСТРИИ	Georg Kolias – CC Member, Deputy International Secretary	Георг Колиас – Член ЦК, Зам. секретаря по международным вопросам
3	Azerbaijan <i>Азербайджан</i>	Communist Party of Azerbaijan КОММУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ АЗЕРБАЙДЖАНА	Telman Nurullayev – First Secretary Gahraman Gahramanov – CC Secretary	Тельман Нуруллаев – Первый секретарь Гахраман Гахраманов – Секретарь ЦК

1

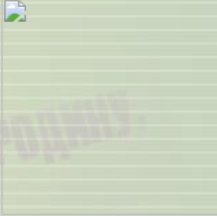
12	Belgium <i>Бельгия</i>	<i>Communist Party of Wallonia- Brussels</i> КОММУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ ВАЛОННИ- БРЮССЕЛЯ	Jose Vladimir Caller I Salas – Head of International Department	Жозе Владимир Коллер И Салас – Руководитель Международного отдела
13	Bulgaria <i>Болгария</i>	<i>Communist Party of Bulgaria</i> КОММУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ БОЛГАРИИ	Alexandar Dimitrov Paunov – First Secretary Gueorgui Stanev Vanev – Politburo Member, CC Secretary	Александр Димитров Паунов – Первый Секретарь Георгий Станев Ванев – Член Политбюро, Секретарь ЦК
14	Bulgaria <i>Болгария</i>	<i>Party of the Bulgarian Communists</i> ПАРТИЯ БОЛГАРСКИХ КОММУНИСТОВ	Ivan Pentchev Pentchev – PB Member, Organization Secretary	Иван Пенчев Пенчев – Член Политбюро, Секретарь ЦК
15	Brazil <i>Бразилия</i>	<i>Brazilian Communist Party</i> БРАЗИЛЬСКАЯ КОММУНИСТИЧЕСКАЯ ПАРТИЯ	Edmilson Silva Costa – Secretary General Edilson Neves Gomes – PB Member Eduardo Goncalves Serra – PB Member, Secretary of International Relations Anibal De Oliveira Valencia – CC Member	Эдмилсон Силва Коста – Генеральный секретарь Эдilson Невес Гомес – Член Политбюро Эдмилсон Силва Коста – Член Политбюро, Секретарь по международным связям Анибал Дэ Оливейра Валенсия – Член ЦК

4

Document 18 :

Home » Belgium, Workers' Party of Belgium

Belgium, Workers' Party of Belgium



• Albania, Communist Party of Albania
 • Algeria, Algerian Party for Democracy and Socialism [PADS]
 • Argentina, Communist Party of Argentina
 • Armenia, Communist Party of Armenia
 • Australia, Communist Party of Australia
 • Austria, Communist Party of Austria
 • Austria, Party of Labour of Austria
 • Azerbaijan, Communist Party of Azerbaijan
 • Azerbaijan, Communist Party of Azerbaijan
 • Bahrain, Democratic Progressive Tribune
 • Bangladesh, Communist Party of Bangladesh
 • Bangladesh, Workers' Party of Bangladesh
 • Belarus, Communist Party of Belarus
 • Belgium, Communist Party of Belgium
 • Belgium, Workers' Party of Belgium
 • Bolivia, Communist Party of Bolivia
 • Brazil, Brazilian Communist Party
 • Brazil, Communist Party of Brazil
 • Britain, Communist Party of Britain
 • Britain, New Communist Party of Britain
 • Bulgaria, Communist Party of Bulgaria
 • Bulgaria, Party of the Bulgarian Communists

Title Filter Display # 10 ▼

#	Article Title	Date	Author
1	WP of Belgium, Deeply shocked by the cowardly attack against Raoul Hedebouw on May Day.(En, Fr)	Wednesday, 03 May 2017	Workers' Party of Belgium
2	WP of Belgium, From an opinion poll to the reality of change, great challenges for the PTB-PVDA.(En, Fr)	Monday, 27 March 2017	Workers' Party of Belgium
3	WP of Belgium, Bonne Année - Happy New Year - Feliz Año Nuevo - Gelukkige Nieuwjaar	Tuesday, 03 January 2017	Workers' Party of Belgium
4	WP of Belgium, PTB-PVDA calls on members of parliament to reject CETA ultimatum.(En, Fr)	Monday, 31 October 2016	Workers' Party of Belgium
5	18 IMCWP, Contribution of WP of Belgium.(En)	Friday, 28 October 2016	Workers' Party of Belgium
6	WP of Belgium, Organisez un référendum européen et vous verrez que les Wallons ne sont pas seuls.(Fr, De)	Tuesday, 25 October 2016	Workers' Party of Belgium
7	WP of Belgium, #CETA: PTB-PVDA Chairman Peter Mertens on the free trade agreement with Canada.(Ceta).(En)	Friday, 21 October 2016	Workers' Party of Belgium
8	WP of Belgium, Address by Peter Mertens (PTB-PVDA) at ManiFiesta 2016.(En, Fr, De, Es)	Monday, 03 October 2016	Workers' Party of Belgium
9	WP of Belgium, Brexit, ya es hora de cambiar esta Europa de la competencia y la desigualdad.(Es, De, En, Fr, Nl)	Monday, 27 June 2016	Workers' Party of Belgium
10	WP of Belgium, No tampering with the 38-hour week!.(En, Es, Fr)	Monday, 23 May 2016	Workers' Party of Belgium

« Start Prev 1 **2** 3 4 5 6 7 8 9 Next End »

Page 1 of 9

Le président du PTB Peter Mertens en visite à la Gauche unitaire au Parlement européen

Journée particulière, au Parlement européen ce mercredi 27 janvier. Le PTB y a été reconnu comme « membre associé » du groupe Gauche unitaire, qui réunit les partis de la gauche conséquente au sein du Parlement européen. Le président Peter Mertens a été invité à présenter le PTB.

28 Janvier 2016



auteur:

Marc Botenga

Au Parlement européen, divers groupes sont actifs. Les démocrates chrétiens et les sociaux-démocrates contrôlent le Parlement. À gauche de ce centre, il y a la Gauche unitaire européenne (GUE/NGL), le cinquième groupe politique en importance, avec 52 élus de 19 formations provenant de 14 États membres de l'UE. Entre autres, Die Linke (Allemagne), Front de gauche (France), SP (Pays-Bas), Sinn Féin (Irlande), AKEL (Chypre), Izquierda Unida et Podemos (Espagne) et le Parti communiste du Portugal en font partie.

Le PTB n'a pas encore de parlementaires européens, même si, selon tous les sondages récents, ce sera le cas en 2019. La Gauche unitaire a toujours entretenu la tradition démocratique de permettre à des « membres associés » de participer aux travaux du groupe. Ainsi, les partis qui n'ont pas encore de parlementaires européens peuvent quand même collaborer aux activités se déroulant au Parlement européen. Dans le passé, AKEL (Chypre) et le Parti du Travail de Suisse (PST) ont bénéficié eux aussi de ce statut. Aujourd'hui, outre le PTB (Belgique), Dei Lenk (Luxembourg) et le Sosialistisk Venstreparti (Parti socialiste de gauche norvégien) ont également le statut de membres associés.

La Gauche unitaire (GUE/NGL) a invité ce mercredi 27 janvier le président Peter Mertens à venir présenter le PTB. La présidente du groupe Gabi Zimmer (Die Linke) a chaleureusement reçu le président du PTB et a fait savoir clairement que pour la Gauche unitaire aussi, il était très intéressant d'accueillir un parti belge. Cela n'a rien d'un détail, a-t-elle dit, quand on sait que la plupart des parlementaires européens et leur équipe séjournent trois semaines sur quatre à Bruxelles. La secrétaire générale Marina D'Alimonte s'est aussi exprimée : « Parfois, il nous a semblé que la Belgique était le pays le plus éloigné de toute l'Europe, du fait qu'aucun parti belge n'était membre de notre groupe. Cela va changer, désormais. »

Document 20 :

MONDE

Forum européen de Marseille. Les progressistes du continent font le plein d'énergie

BRUNO ODENT LUNDI, 13 NOVEMBRE, 2017 L'HUMANITÉ



Dans le respect de toutes ses diversités, la gauche européenne se mobilise pour « confluencer » vers une Europe solidaire et mieux combattre les ordonnances libérales et les menaces nationalistes.



circuler ». Deux formations non membres du PGE, le Parti du travail belge (PTB) et le Labour de Jeremy Corbyn, qui affichent aujourd'hui de grandes ambitions dans leurs pays respectifs, et des niveaux très élevés dans les sondages en Wallonie comme au Royaume-Uni, ont dépêché de fortes délégations à Marseille. Fionna Edwards (Labour) souligne le besoin d'une Europe fondée, non sur la finance, mais pour faire « converger vers le haut les normes sociales ». Et de dénoncer la dérégulation qui continue de s'accroître dans le Royaume-Uni du Brexit « avec la multiplication des contrats zéro heure », ce sommet de précarité en termes de relation de travail dont on rêve tout haut à Paris et dans plusieurs autres capitales. Antoine Moens de Hase (PTB) souligne les convergences entre les libéraux belges et les nationalistes flamands au pouvoir pour montrer le rôle mortifère des logiques dérégulatrices européennes.

Un «sommet du plan B» pour rompre avec cette Europe

Source : <https://www.mediapart.fr>

■ EUROPE

Un «sommet du plan B» pour rompre avec cette Europe

22 janvier 2016 | Par Ludovic Lamant et stéphane alliès

Un colloque réunit, ce week-end à Paris, Jean-Luc Mélenchon et d'autres représentants des gauches européennes en rupture avec la social-démocratie et ne se satisfaisant pas de l'issue grecque. Avec l'objectif, pour le héraut du Front de gauche, d'être aussi fructueux que les sommets de São Paulo, ayant contribué au réveil des gauches latino-américaines. Yanis Varoufakis, lui, a déclaré forfait.

Ce premier colloque parisien pourrait confirmer le durcissement en cours du discours de nombre de formations de gauche à l'égard de l'UE, et de l'euro en particulier. Les dirigeants de ces formations ont parfois l'impression d'être dépassés par une base militante plus critique, notamment envers l'euro. « *Après l'accord de juillet, une approche un peu naïve de l'Europe est tombée. La vraie nature de l'UE a été dévoilée. Au milieu du malheur de cette crise grecque, c'est au moins une bonne chose de voir que plus de monde a compris cela : changer des points-virgules dans les traités ne suffira pas* », avance David Pestieau, vice-président du PTB, un parti belge francophone ancré à gauche du PS.

« *Je ne crois pas qu'il soit encore possible de mener des politiques de gauche au sein de la zone euro*, assure de son côté l'Allemand Fabio de Masi, qui dit s'être "radicalisé" après l'accord du 13 juillet. *Bien sûr, je préférerais toujours miser sur une zone euro réformée, qui n'impose pas mécaniquement l'austérité. Mais en l'état, je ne suis pas optimiste sur nos chances de convaincre messieurs Draghi [patron de la BCE – ndlr] et Schäuble [ministre des finances allemand – ndlr] d'en finir avec ce chantage. Et l'on ne peut pas dire aux peuples d'Europe qui souffrent, qu'il faut attendre la victoire de la gauche en Allemagne... Je suis réaliste. Il faut donc trouver des moyens de les aider dès maintenant.* »

Au sein d'Izquierda Unida, le débat sur l'euro n'est pas non plus tranché. « *Nous n'avons pas une ligne unique sur l'euro. Certains sont pour une sortie, d'autres, contre. Moi-même, je ne suis pas encore au clair*, avoue Javier Couso. *Mais à IU, nous ne sommes pas en train de découvrir ces problématiques : dès les années 1990, la principale figure du parti [le communiste Julio Anguita – ndlr] critiquait la construction d'un euro qui est adossé à une banque centrale qui ne fonctionne pas comme une banque centrale, et qui n'est qu'une zone obscure de la démocratie européenne.* »

Les débats s'annoncent donc très agités, et l'objectif semble davantage d'enclencher une dynamique que de s'entendre sur des conclusions. « *Notre but n'est pas de présenter un plan B, mais de dire qu'un plan B est possible, et qu'il y en a même plusieurs* », estime Jean-Luc Mélenchon. « *Le plan B, comme son nom l'indique, peut vouloir dire beaucoup de choses, et messieurs Mélenchon, Lafontaine, Fassina et Varoufakis ne disent pas tous exactement la même chose, si je les écoute bien* », observe David Pestieau, du PTB.

« *On est au moins tous d'accord sur un certain nombre de choses : la zone euro dans sa configuration actuelle ne marche pas, l'austérité détruit nos économies, et il faut repenser la question de qui détient le pouvoir dans la zone euro* », poursuit Fabio de Masi. Ces questionnements seront-ils tranchés, ou le sommet du plan B ne sera-t-il qu'un lieu de réflexions et de débats ? « *Au forum de São Paulo, ils n'ont jamais voté que des résolutions*, glisse Mélenchon, *ça ne les a pas empêchés de réussir à prendre le pouvoir.* »

Retrouvez sous l'onglet **Prolonger** de cet article notre émission live du 25 septembre 2015, «L'Europe de Yanis Varoufakis»

Prolonger

3. Socialisme (annexes)

Document 1 (extrait des statuts de 2008) :

Art. 4. Le PTB est pour une société socialiste. Le socialisme est le résultat d'une longue période de lutte sur divers terrains. C'est l'expression de ce que le pouvoir est aux mains de la population travaillante. Cela n'est possible que par un retournement social fondamental, sur les plans tant économique, étatique et politique qu'éthique.

4.1. Au plan économique. Le PTB veut la possession sociale des grands moyens de production. Cela signifie que les grandes entreprises, les grandes propriétés foncières, l'agrobusiness, les grands moyens de communication et de transport deviennent propriété collective. Le PTB préconise une économie planifiée au service de la société, des gens et de la préservation de l'environnement.

4.2. Aux plans étatique et politique. Le PTB est pour une démocratie socialiste participative et un appareil d'État socialiste.

4.3. Au plan éthique. Le PTB défend la solidarité, contre l'exclusion, la compétition et la mentalité de chacun-pour-soi du capitalisme.

Document 2 (extraits des statuts de 2015) :

Art. 5. Le PTB a pour objectif une société socialiste contemporaine, un socialisme 2.0 tel qu'il a été défini dans les congrès statutaires de 2008 (Congrès du Renouveau) et de 2015 (Congrès de la Solidarité). Le socialisme est le résultat d'une longue période de lutte sur différents terrains et d'un changement social fondamental.

Art. 1. L'organisation porte le nom de Parti du Travail de Belgique (PTB) en français et de Partij van de Arbeid van België (PVDA) en néerlandais. Le PTB a son siège central au 171, boulevard M. Lemonnier à 1000 Bruxelles.

Art. 2. Le Parti du Travail de Belgique (PTB) a été fondé le 4 novembre 1979 comme parti unifié, national.

2.1. Le PTB veut être le représentant de l'ensemble des travailleurs de notre pays, sans distinction de sexe, de nationalité, d'origine, d'orientation sexuelle ou de croyance.

2.2. Le PTB organise des femmes et des hommes qui ont ensemble pour objectif une société socialiste.

2.3. Le PTB est un parti communiste de notre temps. Son but final est une société qui abolit l'exploitation de l'homme par l'homme et où l'ensemble de la collectivité dirige la société.

Art. 8. Le PTB, ses sections et ses mandataires s'engagent à respecter les droits de l'homme fondamentaux tels qu'ils sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique.

En 2014, le Parti du Travail de Belgique (PTB), parti révolutionnaire d'inspiration marxiste-léniniste, rentre dans les institutions parlementaires pour la première fois de son existence. Cette percée lui offre alors une tribune médiatique conséquente qui bousculera par la gauche l'hégémonie du Parti Socialiste (PS) en Wallonie. Pour comprendre ce succès, il faut en revenir à 2008, année du huitième congrès, où les communistes adopteront une nouvelle stratégie d'ouverture censée apporter la popularité. Pari gagné. Et pour comprendre 2008, il faut en revenir à l'échec électoral de 1999, où après une campagne dynamique, les écologistes rafleront la mise. Analyser l'évolution organisationnelle (centralisme démocratique), diplomatique (internationalisme prolétarien) et économique (socialisme) du PTB entre 1999 et 2017, tel est le défi politologique de ce mémoire.

PTB – Marxisme – Communisme – Politique – Belgique